

les cahiers de la présidentielle



JUIN 2016

« DONNER UNE
FORCE À L'EUROPE,
DONNER UN SENS
AU MONDE »



cahiersdelapresidentielle.parti-socialiste.fr

les
cahiers
de la
présidentielle

« DONNER UNE FORCE À L'EUROPE,
DONNER UN SENS AU MONDE »

Le Comité de rédaction

PRÉSIDENT

■ Maurice Braud

secrétaire national en charge du pôle
«Mondialisation, régulation, coopération»

RAPPORTEURS

■ Pervenche Bérès

■ Philip Cordery

présidente de la Délégation socialiste française au Parlement
secrétaire national à l'Europe

COMITÉ DE RÉDACTION

■ Hélène Conway-Mouret

■ Seybah Dagoma

secrétaire nationale adjointe à l'International
secrétaire nationale au suivi des négociations transatlantiques
et du commerce international

■ Marie-Laure Fages

secrétaire nationale à l'humanitaire et aux droits de l'homme

■ Marie-Rose Koro

secrétaire nationale adjointe à la francophonie

■ Benoit Joseph-Onambele

secrétaire national Nord/Sud

■ Marie Recalde

secrétaire nationale à la défense

■ Christine Revault d'Allonnes

députée européenne

■ Antoine Varoqué

secrétaire national adjoint à la mobilisation des militants
du PSE

PERSONNALITÉS AUDITIONNÉES

- **Pascal Lamy** ancien directeur général de l'organisation mondiale du commerce
- **Dominique Potier** député
- **Alain Richard** sénateur, ancien ministre de la Défense
- **Hubert Védrine** ancien ministre des Affaires Étrangères

Le Comité national de pilotage

Le Comité national de pilotage des *Cahiers de la présidentielle* est présidé par Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'animation, l'expression et la coordination des pôles.

EN SONT MEMBRES

- **Maryvonne Artis**
- **Guillaume Bachelay** secrétaire national chargé de l'animation, de l'expression et de la coordination des pôles
- **Pervenche Berès** présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen
- **Alain Bergounioux** directeur des études politiques, en charge du *Cahier* « Être français au 21^e siècle »
- **Christophe Borgel** secrétaire national chargé du pôle « animation, élections, vie du parti »
- **Christophe Bouillon** conseiller chargé du développement durable et Cop21 auprès du Premier secrétaire
- **Maurice Braud** secrétaire national chargé du pôle Mondialisation, régulation, coopération, en charge du *Cahier* « Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde »
- **Colombe Brossel** secrétaire nationale à l'Éducation, en charge du *Cahier* « Apprendre pour s'émanciper »
- **Luc Carvounas** secrétaire national chargé des relations extérieures
- **Philip Cordery** secrétaire national à l'Europe
- **Marie-Pierre de la Gontrie** secrétaire nationale chargée du pôle République et Citoyenneté, en charge du *Cahier* « Renforcer et protéger la démocratie »
- **Jean-François Debat** trésorier
- **Elsa di Meo** secrétaire nationale à l'action et à la promotion républicaine
- **Julien Dray** secrétaire national chargé de la Belle alliance populaire
- **Tiffany Ermenault**
- **Guillaume Garot** député de Mayenne
- **Didier Guillaume** président du groupe socialiste au Sénat
- **Bruno Le Roux** président du groupe SRC à l'Assemblée nationale
- **Benjamin Lucas** président des Jeunes socialistes
- **Victorin Lurel** secrétaire national à l'Outre-mer

-
- **Marc Mancel** secrétaire nationale à la santé, à la protection sociale et à la famille, en charge du *Cahier*
«Prendre soin des autres et de soi :
vouloir l'État social-écologique»
 - **François Rebsamen** président de la FNESR
 - **Claude Roiron** secrétaire nationale aux droits des femmes
 - **Gabrielle Siry** secrétaire nationale à l'économie, en charge du *Cahier*
«Entreprendre, travailler, s'accomplir»
 - **Isabelle This Saint Jean** secrétaire nationale à la transition énergétique et écologique et à la biodiversité
 - **Rachid Temal** secrétaire national chargé de la coordination et de l'organisation
 - **Fabien Verdier** secrétaire national chargé du pôle Production et répartition des richesses
 - **Henri Weber** directeur aux études européennes

Sommaire

Préface de Jean-Christophe Cambadélis	9
Introduction de Guillaume Bachelay	10

LE DÉFI : DANS UN MONDE DÉSORGANISÉ, UNE FRANCE REDEVENUE PIVOT 14

1/ Les défis du monde et du futur 14

- a. Le défi sécuritaire et stratégique : dans un monde chaotique, combattre le terrorisme 14
- b. Le défi climatique : une transition écologique et énergétique vitale 15
- c. Le défi migratoire : une nécessaire coordination internationale 17
- d. Le défi économique et financier : face aux inégalités, relancer, protéger, réguler 18

2/ Depuis 2012, la France, puissance indépendante et influente, est à l'initiative 19

- a. Contre le terrorisme et les menaces extérieures, une France en première ligne 20
- b. Pour un nouveau multilatéralisme, une France aux avant-postes 21
- c. Pour plus de régulation européenne et mondiale, une France à l'avant-garde 22

3/ Face aux crises qui la traversent et aux nationalismes qui la menacent, indispensable Europe 23

- a. Une crise d'efficacité : un pôle de puissance inachevé et affaibli par les politiques de la droite 24
- b. Une crise de solidarité : divergences économiques, chacun-pour-soi stratégique 25
- c. Une crise de légitimité : des choix contestés, un fonctionnement critiqué 26

LE DESSEIN : OEUVRER À BÂTIR UNE NOUVELLE ORGANISATION DU MONDE 28

1/ Construire une voix francophone, socle d'une culture commune 28

PRÉCONISATION : PROMOUVOIR UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET CULTUREL FRANCOPHONE 29

2/ Réguler au niveau international le capitalisme digital 31

PRÉCONISATION : DÉVELOPPER LE NUMÉRIQUE DANS LE RESPECT DE L'ÉTHIQUE 31

3/ Poursuivre la réforme de l'ONU 33

PRÉCONISATION : REVOIR L'USAGE DU DROIT DE VETO POUR LES CRIMES DE MASSE 33

4/ Amplifier les actions de solidarité 34

PRÉCONISATION : REPENSER L'AIDE HUMANITAIRE ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT 34

LE DESTIN :	
RECOMMENCER L'EUROPE	36
1/ Face au défi du terrorisme, une meilleure coordination européenne	37
PRÉCONISATION : METTRE EN PLACE UN PACTE DE SÉCURITÉ EUROPÉEN	37
2/ Face au défi migratoire, une politique commune, globale et solidaire	38
PRÉCONISATION : RÉFORMER SCHENGEN ET RÉFORMER DUBLIN	38
3/ Face au défi de la croissance durable, un pacte d'investissement	40
PRÉCONISATION : LANCER UN PROGRAMME CONTINENTAL D'INVESTISSEMENTS	40
4/ Pour une mondialisation maîtrisée, une nouvelle régulation fiscale et commerciale	42
PRÉCONISATION : À L'INTÉRIEUR DE L'EUROPE, POURSUIVRE L'HARMONISATION LÀ OÙ IL FAUT	42
PRÉCONISATION : DANS LES ÉCHANGES COMMERCIAUX, MENER LA BATAILLE DES NORMES DE PRÉCAUTION	43
5/ Pour nos valeurs, un état de droit garanti, une démocratie européenne renforcée	44
PRÉCONISATION : METTRE EN PLACE UN PACTE POUR LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT DE DROIT ET LES DROITS FONDAMENTAUX	44
PRÉCONISATION : FAIRE PROGRESSER LES DROITS SOCIAUX DES EUROPÉENS	44
PRÉCONISATION : BÂTIR UNE EUROPE DIFFÉRENCIÉE ET RENFORCER LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES POLITIQUES EUROPÉENNES	45
CONCLUSION	48

les
cahiers
de la
présidentielle



**Jean-Christophe
Cambadélis**

Premier secrétaire
du Parti socialiste

Dans ce monde a-polaire que décrit ce *Cahier*, la France est aujourd'hui redevenue pivot. C'est une place singulière qu'elle occupe : elle lui est conférée par l'histoire ; elle est confortée par nos actions. Depuis 2012, nous avons agi pour que la voix de notre pays compte à nouveau dans le monde et dispose des moyens à la hauteur des défis sans précédent auxquels nous sommes confrontés.

Ce qui donne son indépendance et son influence à la France, gouvernée par les socialistes, ce sont ses valeurs : le combat contre les nationalismes, et donc l'engagement pour le projet européen, la solidarité, la régulation, la lutte contre le terrorisme.

Ce qui fait sa souveraineté, ce n'est pas le souverainisme, c'est la capacité à agir pour défendre ses valeurs. Face au terrorisme et aux menaces extérieures, face au dérèglement climatique, à la crise des réfugiés, devant une croissance mondialement faible, la France noue les alliances nécessaires pour faire triompher ce qu'elle croit juste. C'est le dessein que trace ce *Cahier*.

Parmi ces alliances, l'Europe, aujourd'hui menacée de dilution et de désintégration, est à recommencer : nous sommes arrivés au bout de l'intégration par les procédures, les contenants et le marché. Face à la décision britannique de sortir de l'UE, qui est un événement historique, le statu quo est impraticable et la voie du nationalisme à combattre. Pour qu'elle retrouve une légitimité, l'union est à refonder sur des contenus et des projets. Il nous faut concentrer son action sur les questions qui nécessitent la mutualisation des nations. Elle doit être portée par un New Deal écologique. Une France nouvelle dans une Europe recommencée : c'est le destin que nous voulons pour notre pays.

Cambadélis



Guillaume Bachelay

Secrétaire national
chargé de l'animation,
de l'expression et de
la coordination des pôles

Affaires internationales et questions intérieures sont les deux faces d'une même réalité: la mondialisation avec ses défis, ses périls, ses opportunités. Les enjeux mondiaux et européens ont donc traversé les précédents *Cahiers de la présidentielle* consacrés à l'innovation et à l'éducation. C'est ce changement de monde et la stratégie que peut y déployer la France dans son intérêt et celui de la planète qui sont au cœur de ce troisième volume.

Nous vivons dans un monde fragmenté et désorganisé.

Le dernier quart de siècle a balayé les promesses d'un âge post-historique ou post-tragique qui avaient fait florès après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du glacis soviétique. Les chocs économiques, environnementaux ou géopolitiques survenus depuis les années 1989-1991 ont également rappelé les dangers du nationalisme et de sa chimère d'un monde en vase clos et d'un passé abusivement mythifié en mer calme. Il n'y a ni âge d'or, ni fin de l'Histoire: il y a un monde changeant, interdépendant et turbulent qu'il faut organiser dans l'intérêt de l'humanité et du futur.

Notre temps n'est pas une crise, ni même une succession de crises, mais un chambardement du monde.

Ses causes sont multiples. A bien des égards, elles sont inédites. Mutations technologiques, révolution des transports et des télécommunications, capitalisme financiarisé et digital, apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale – organisations régionales, ONG, multinationales, groupes terroristes, mafias en tous genres – bouleversent le cadre westphalien des États hérité du Grand siècle.

Dans le même temps, le surgissement des nations émergentes, la redéfinition géopolitique et stratégique des États-Unis, la situation au Proche et au Moyen Orient, les tensions globales ou régionales qui mettent à l'épreuve plus encore que jadis le système international forgé au lendemain de la seconde guerre mondiale rendent le monde incertain et la puissance éclatée. Nous analysons dans ces pages les principaux enjeux du monde et de l'avenir: la lutte contre le terrorisme, la transition écologique et énergétique, le défi migratoire, la réduction des inégalités, la régulation financière.

Dans ce contexte mouvant et chaotique, la France est une puissance pivot.

Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, du G8 et du G20, pays fondateur de l'Union européenne dont elle est le moteur avec l'Allemagne, notre pays dispose d'un réseau diplomatique parmi les plus performants de la planète, de la dissuasion nucléaire et d'une capacité de projection militaire à l'efficiencia unanimement reconnue.

Le rayonnement de la France s'appuie sur d'autres fondements irremplaçables : des valeurs, liberté, démocratie, État de droit, droits de l'homme, une langue parlée sur tous les continents, une culture qui a la passion de l'universel, une capacité d'innovation remarquable grâce à sa recherche, à son enseignement supérieur, aux productions de ses entreprises et aux qualifications de leurs salariés, à l'énergie de sa jeunesse, à son art de vivre qui se confond avec l'humanisme. Puissance d'influence, la France affirme ses intérêts mais aussi sa vision d'un monde stable, juste, sûr. Puissance repère, elle est attendue et sa voix entendue.

Depuis 2012, sous la conduite de François Hollande, chef de l'État et chef des armées, elle a affirmé son ambition stratégique et son approche régulatrice. Ciblée par le terrorisme djihadiste, notre nation est aux avant-postes du combat international contre Daech et au Mali, c'est l'intervention de nos soldats qui a empêché que l'Afrique occidentale soit menacée par une organisation terroriste. Lors de la COP 21, c'est à Paris que fut scellé le premier accord universel sur le climat. Au G20 ou au sein de l'OCDE, la France a été en première ligne pour renforcer les leviers d'action contre l'évasion et l'optimisation fiscales. Récemment encore, elle a été à l'initiative de la relance du processus de paix au Proche-Orient.

Pour continuer d'œuvrer à une nouvelle organisation du monde, nous formulons des préconisations sur des enjeux essentiels pour les socialistes : construire une voix francophone dans la mondialisation, réguler le capitalisme des données numériques et le soumettre à l'éthique, poursuivre la réforme de l'ONU, rendre le monde plus solidaire avec une claire priorité à l'aide au développement et à l'aide humanitaire.

La France inscrit son action dans le cadre de l'Union européenne et elle agit pour que l'Europe surmonte sa crise de projet.

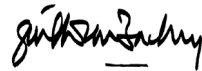
Entamée depuis de nombreuses années, celle-ci est amplifiée par le « Brexit » décidé par une majorité de Britanniques. Ce vote est un choc. Il doit être respecté et concrétisé avec clarté et sans tergiverser. Il doit aussi être l'occasion non pas seulement d'un ressaisissement européen, mais d'un nouveau commencement pour la construction européenne.

Les raisons du décrochage des peuples, dont il y eut, y compris en France en 2005, des manifestations dans le passé, doivent être nommées : l'Union ne s'impose pas suffisamment comme une puissance dans la mondialisation, et c'est pour une bonne part le fait de l'attention scrupuleuse et vétilleuse portée par les États à la détermination de leurs intérêts alors même qu'ils sont confrontés à des défis communs ; l'élargissement légitime s'est opéré sans l'approfondissement nécessaire ; les politiques austéritaires d'inspiration ordo-libérale déployées durant la décennie de la Commission Barroso et imposées par la droite majoritaire dans les instances européennes ont nui à la croissance, empêché ou retardé la reprise, aggravé le chômage de masse, plombé l'investissement ; enfin, soucieuse des procédures, l'Europe a souvent négligé les projets. De deux choses l'une : soit l'Europe cède à la tentation du repli et elle se disloquera sous le déchainement du nationalisme dont l'Histoire a montré la violence tragique, soit elle reconquiert l'adhésion des peuples et doit pour cela procéder à de profonds changements.

Depuis 2012, la France a pesé pour réorienter l'Union européenne. En témoignent la mise en place de l'Union bancaire, le sauvetage de la zone euro et le maintien de la Grèce en son sein, la doctrine de la BCE désormais plus favorable à la croissance, à l'emploi, aux exportations pour l'industrie et l'agriculture, le plan d'investissements dit « Juncker » pour des projets d'avenir dans les territoires. Ces avancées ont été conçues, voulues et obtenues par la France.

Elle est aujourd'hui à l'offensive pour définir et engager une nouvelle étape pour l'Europe. Le présent *Cahier* propose des orientations précises et concrètes pour une Europe qui protège et qui progresse : meilleure coordination pour la sécurité et la défense ; politique globale et solidaire face au défi migratoire ; programme continental d'investissements dans la transition énergétique et numérique notamment ; régulation fiscale et commerciale pour combattre le dumping en Europe et défendre les intérêts européens dans la mondialisation ; organisation par cercles, en parachevant la zone euro, et en renforçant la démocratie européenne. Sortir de la torpeur, rompre avec la candeur, retrouver l'ardeur, voilà le sens de l'Europe.

C'est à cette grande cause que se consacrent les socialistes. C'est une cause française, européenne et internationale. C'est une cause humaine.



Jean-Luc Mélenchon

DANS UN MONDE DÉSORGANISÉ, UNE FRANCE REDEVENUE PIVOT

1 / Les défis du monde et du futur

a. Le défi sécuritaire et stratégique : dans un monde chaotique, combattre le terrorisme

En un quart de siècle, le monde est passé de l'ordonnement bipolaire issu de la Seconde guerre mondiale à un état a-polaire, qui rebat les cartes de la puissance : aujourd'hui, aucun pays ne peut revendiquer seul le leadership international. L'« hyperpuissance » américaine, qui a suivi la chute du Mur de Berlin, est derrière nous, y compris parce que les États-Unis n'aspirent plus stratégiquement à s'en fixer l'objectif.

Les BRICS (*Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud*) représentent à eux seuls plus de 40% de la population mondiale et un poids économique grandissant. Ces puissances émergées ne parviennent pas à construire de stratégie commune ou d'alliances durables, même si elles influent séparément sur le cours de l'économie ou la résolution des conflits régionaux ou globaux. Les difficultés intérieures que traversent ces nations – accentuées par les scandales de corruption en Afrique du Sud, au Brésil et en Chine – les projettent d'autant plus sur la scène extérieure, ce qui ne manque pas d'inquiéter leurs voisins.

En Asie, le contrôle de la mer de Chine est l'objet de tensions entre la République populaire, le Japon et tous leurs voisins, qui s'interrogent à nouveau sur leur réarmement. La résurgence de la menace nucléaire en Corée du Nord menace l'équilibre de la région. Les relations entre l'Inde et le Pakistan connaissent une relative stabilité, mais elles demeurent précaires.

Si les tensions perdurent en Asie-Pacifique, c'est aux frontières de l'Europe que les menaces sont aujourd'hui les plus fortes.

Sur notre continent, après l'annexion de la Crimée par la Russie et le soutien aux séparatistes du Donbass, la situation en Ukraine reste préoccupante et les projets du Kremlin suscitent, là encore, la méfiance de ses voisins immédiats.



Au Proche et Moyen-Orient, Iran et Arabie Saoudite se disputent le leadership d'une région profondément bouleversée par les conflits en cours, dont la Syrie et l'Irak sont aujourd'hui l'épicentre. L'apparition de l'idéologie djihadiste et des organisations terroristes qu'elle inspire rend leur résolution d'autant plus complexe. L'émergence de l'organisation État islamique, d'Al Qaeda et de ses satellites, déstabilise l'ensemble du monde arabo-musulman. Du pourtour méditerranéen jusqu'en Afrique subsaharienne, du Mali à la Somalie et au Yémen, du Nigeria à la Libye, de la Tunisie à l'Égypte, de l'Inde aux Philippines en passant par l'Indonésie ou la Thaïlande, pas un pays n'est épargné par le terrorisme islamiste. En 2015, 11 772 attaques terroristes ont provoqué 28 328 décès à travers le monde. Eclot il y a plus de vingt ans, dans une Algérie et un Afghanistan qui en furent les berceaux et qui, pour le second, en est encore l'un des théâtres des opérations, il est désormais une menace toujours plus décentralisée et plus diffuse. Avec les attentats de Paris en 2015 et de Bruxelles en 2016, un cap dans la stratégie de terreur a été franchi : c'est désormais le premier risque et le premier sujet pour l'Europe.

L'Afrique est en pleine mutation. Au Nord, avec la révolution du jasmin, la Tunisie a initié un mouvement qui a rayonné sur l'ensemble du pourtour méditerranéen. Sa transition démocratique est à soutenir. De même, Mali, Niger ou Burkina Faso, ont connu des bouleversements profonds. En République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, les populations civiles subissent des massacres de masse, sur fond de trafics liés à l'exploitation des sous-sols parmi les plus riches de la planète.

Face à ces défis, stratégiques et sécuritaires, les États membres de l'Union européenne ne peuvent plus se reposer sur les seuls États-Unis qui, d'ailleurs, ne le veulent plus, pour assurer leur protection. La priorité donnée à l'Asie et au Pacifique par l'administration Obama a certes été atténuée par le retour de la Russie sur la scène internationale : en juin 2016, le plus grand exercice militaire jamais organisé en Europe depuis la chute du Mur de Berlin s'est tenu en Pologne. Mais rien ne garantit qu'un pouvoir américain, tenté par l'isolationnisme, accorde dans le futur le même intérêt à la défense de l'Europe et à la résolution des conflits du Moyen-Orient. Pour l'Europe et pour ses États membres, il s'agit là d'un changement radical, auquel il faut se préparer.

b. Le défi climatique : une transition écologique et énergétique vitale

Au défi stratégique, le dérèglement climatique ajoute une dimension nouvelle. Alors même que les zones côtières sont les plus densément peuplées, la montée des eaux et l'érosion réduisent l'espace habitable. Les dérèglements augmentent le nombre et

l'intensité de phénomènes climatiques extrêmes : inondations, canicules, tempêtes. Ils menacent la sécurité des personnes et perturbent les activités économiques reposant sur les rythmes saisonniers comme les récoltes agricoles. La sécurité alimentaire mondiale s'en trouve profondément affectée. Les risques sanitaires sont également croissants : la hausse des températures favorise la propagation des épidémies, à l'image des ravages causés en 2015 par les virus Ebola en Afrique ou Zika en Amérique du Sud. Or les pays les plus exposés au réchauffement climatique sont déjà les plus vulnérables : Bangladesh, Philippines et Cambodge en Asie ; pays de la zone sahélo-saharienne, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Soudan, Éthiopie et Nigeria en Afrique ; Haïti en Amérique latine. Quant aux cinq métropoles les plus menacées, elles se trouvent toutes dans des pays en développement.

Aujourd'hui, rares sont les gouvernements qui font de l'origine du changement climatique un sujet de débat : les modes de production, puis de consommation, issus de la révolution industrielle ont formé un modèle de développement que la mondialisation a propagé au reste du monde. Les pays les plus industrialisés sont à l'origine de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre accumulés depuis un siècle.

Ce modèle n'est pas seulement à l'origine du réchauffement climatique : il contribue aussi à l'épuisement des ressources naturelles. L'agriculture productiviste engendre l'épuisement des sols. Parce qu'elle encourage la déforestation, elle menace la biodiversité. Les pollutions maritimes et la surexploitation des ressources halieutiques affaiblissent durablement l'écosystème de nos océans. Le contrôle des terres agricoles, des ressources pétrolières et gazières, des minerais comme des terres rares font déjà l'objet d'une âpre bataille, à la fois géostratégique et environnementale. L'exploitation des gaz et huiles de schiste aux États-Unis et au Canada, privilégiée comme relais de croissance de court terme, a des conséquences géopolitiques, écologiques et sanitaires majeures. Enfin, l'accès à l'eau potable sera sans nul doute l'un des principaux enjeux de demain : selon l'ONU, si nous ne modifions pas notre consommation, le monde devrait faire face à un déficit hydrique de 40 % en 2030. De l'Ouest américain au Sud méditerranéen, des pays du Caucase au Mexique, de l'Inde du Sud à l'Est de l'Australie, le stress hydrique atteindra des niveaux insoutenables, qui sont autant de menaces écologiques, sanitaires, alimentaires mais aussi des gisements de conflits pour l'accès à l'eau.

En décembre 2015, la Conférence de Paris sur le climat a déterminé les objectifs à atteindre et les moyens, différenciés, que chaque État doit consacrer à ce défi : limiter la hausse des températures à 1,5°C d'ici la fin du siècle ; mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2025 ; orienter davantage les financements publics vers la lutte contre le dérèglement climatique et le développement des énergies renouvelables ; mieux répartir les efforts entre les pays développés et les pays les plus vulnérables. Engager dès à présent la transition écologique et énergétique n'est donc pas seulement un enjeu pour la France et l'Europe : c'est un enjeu pour l'avenir de la planète.

C. Le défi migratoire : une nécessaire coordination internationale

La crise écologique et le changement climatique sont l'une des dimensions du défi migratoire. On estime aujourd'hui que les inondations, les tempêtes et les sécheresses conduisent chaque année 26 millions de personnes à quitter le territoire où elles vivent. Ces déplacements sont souvent provisoires et s'effectuent sur de courtes distances. Jusqu'à présent, les dérèglements climatiques n'ont pas été un facteur majeur d'immigration vers notre continent. Néanmoins, d'ici à 2020, 60 millions de personnes pourraient migrer des espaces les plus exposés de l'Afrique subsaharienne vers l'Afrique du Nord et l'Europe.

Les réfugiés climatiques, qui devraient être toujours plus nombreux dans les prochaines décennies, viendront s'ajouter à des flux migratoires aux motivations économiques et politiques qui eux aussi s'intensifient. En 2016, la planète compte au total 65,3 millions de déplacés selon l'ONU. Depuis 15 ans, le nombre de migrants vers les pays de l'OCDE a progressé de 40%. Les États-Unis et l'Allemagne sont aujourd'hui les deux premiers pays d'accueil ; la France est sixième. Depuis 2000, les demandes d'asile ont progressé de 46%. Depuis quatre ans, 1,4 millions de réfugiés et de migrants ont traversé la Méditerranée par les routes liant l'Afrique du Nord et la Turquie à l'Europe.

Pour notre continent, c'est un enjeu à la fois extérieur et intérieur. La nécessité morale, doublée du respect du droit international, d'accueillir chacun avec humanité rencontre la capacité des États d'Europe à assumer ou à organiser cet accueil et se heurte aux craintes d'une partie des populations devant un phénomène amené à durer, dont elles redoutent la pression sur un marché du travail déjà tendu. Dans un espace de libre circulation comme celui de Schengen, qui est un acquis majeur de la construction européenne, la question de la limite, l'enjeu de la frontière, se pose en des termes nouveaux.

Pour le monde, c'est l'un des défis du siècle. De fait, les flux n'augmentent pas seulement vers les pays les plus avancés : entre 2011 et 2013, ils ont progressé de 17% en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le mouvement est aussi fort sur le continent asiatique : plus d'un demi million de Chinois choisissent chaque année d'immigrer. Ces flux peuvent déséquilibrer les pays d'accueil – à l'image de la Jordanie ou du Liban, qui ont offert l'un et l'autre l'hospitalité à un million de réfugiés syriens. En prenant en compte l'ensemble des réfugiés de toute nationalité, c'est l'équivalent d'un sixième et d'un quart de leurs populations respectives que ces deux États accueillent. Ils rendent aussi incertain l'avenir des pays de départ : ce sont autant de compétences perdues pour construire ou reconstruire la vie économique et le tissu social de ces territoires.

Nous l'avons souvent écrit et rappelé : les flux migratoires, qu'ils soient liés à la pauvreté, à des conflits ou au climat, sont un défi international et non seulement européen ou national. La réponse ne peut donc être que collective. C'est notamment à la demande de la France que le Secrétaire général de l'ONU convoque le 19 septembre prochain une conférence de haut niveau sur la question des migrants et des réfugiés.

d. Le défi économique et financier : face aux inégalités, relancer, protéger, réguler

Anémique depuis trop longtemps, la croissance mondiale s'essouffle. Selon le FMI, elle ne devrait atteindre que 3,2% en 2016 et 3,5% en 2017. Si les États-Unis ont connu une reprise dès 2011, grâce à une demande intérieure soutenue, la baisse du cours du pétrole et le dollar fort pèsent durablement sur leurs exportations. Au Japon, la consommation des ménages est en recul et la croissance atone. Dans la zone euro, la reprise est là, mais encore fragile : le taux de chômage reste élevé et l'investissement trop faible. Quant à la Chine, elle tente de réorienter son économie vers la demande intérieure et connaît un ralentissement qui pourrait s'aggraver. Pékin réduit de facto ses importations de matières premières, ce qui affecte l'économie des pays exportateurs de ressources énergétiques, agricoles et de minerais. Au Proche-Orient comme en Amérique latine, les pays dont l'économie est tirée par la rente pétrolière connaissent une croissance faible. Le Brésil comme la Russie s'enfoncent dans la récession. Les pays à faible revenu, notamment les États africains, qui ont pourtant besoin d'investissements massifs dans les infrastructures et dans leurs entreprises, voient leurs perspectives de développement s'amenuiser. Seule l'Inde peut se prévaloir d'une croissance robuste, ainsi que, dans une moindre mesure, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

Parce qu'il est durable, ce ralentissement affecte la croissance potentielle de chaque pays, attise les conflits sociaux, nourrit les crises politiques et affaiblit la souveraineté des peuples. C'est le cas du Venezuela, par exemple, où crise économique, sociale et politique se conjuguent et plongent la population dans la pénurie.

Au cours du dernier quart de siècle, l'extrême pauvreté a été fortement réduite : la proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollars par jour est passée de 43,6% en 1990 à 17% en 2011. Certains pays émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Indonésie ont vu naître une classe moyenne. Le développement des échanges et le déploiement des technologies l'ont permis. Pour autant, les crises s'ajoutent, au sein des pays les plus avancés, les écarts de richesses entre les 10% les plus aisés et les 10% les plus pauvres se sont creusés. En 2015, l'OCDE notait que jamais les inégalités n'avaient été aussi élevées dans les pays les plus avancés, affectant d'abord les plus vulnérables, à la mobilité sociale toujours plus incertaine. On aurait tort d'opposer la justice sociale au développement économique, car les inégalités ont des conséquences massives sur l'activité : selon l'OCDE, elles auraient coûté 4,7 points de croissance cumulée aux pays les plus avancés.

Faute de relais de croissance suffisants, les grandes entreprises internationalisées sont entrées dans une phase active de concentration capitaliste et ont développé une stratégie agressive d'optimisation fiscale. Elles jouent ainsi de la concurrence sociale et fiscale entre les États et continuent de profiter des opportunités offertes par les paradis fiscaux et les territoires gris de la finance. Le manque de coopération entre les administrations fiscales des États le favorise, ainsi que l'a montré le scandale des Panama Papers et que l'a rappelé l'OCDE dans ses recommandations aux États

membres du G20. Comme pour l'évasion fiscale des particuliers, l'économie, les budgets et la souveraineté des pays dans lesquels elles réalisent leurs chiffres d'affaire en sont profondément impactés.

Les géants du numérique, surgis ces dernières années, ont adopté la même stratégie, avec des conséquences d'autant plus fortes qu'ils bénéficient d'une situation de quasi monopole. Or le numérique transforme en profondeur les systèmes de production, l'organisation du travail et la protection sociale de la plupart des pays. Leur impact est aussi démocratique : disposant d'une force de frappe financière équivalente à certains États, les GAFA (*Google, Apple, Facebook, Amazon*) se revendiquent d'un projet de société dont la légitimité ne repose sur aucun autre fondement que celui que leur confère leur puissance économique.

Le défi est enfin monétaire et financier. Après 2008, les politiques non conventionnelles des grandes banques centrales ont permis d'éviter que se produise une crise équivalente à celle de 1929. Au niveau mondial, la guerre des monnaies a été évitée. Aux États-Unis et en Europe, les États ont endossé les créances douteuses et contraint les établissements bancaires à la restructuration et à la séparation des activités d'investissement et de dépôt. Mais la crise de la dette privée a laissé place à la crise des dettes souveraines, en particulier dans la zone euro. Si beaucoup a été fait pour en contenir les effets, on aurait tort de croire que ces risques sont derrière nous. Les pays dont l'économie est à l'os, après les longues années d'austérité imposées par la droite européenne, ne sont pas à l'abri d'une crise de solvabilité. L'excès de liquidités, qui vient davantage nourrir l'économie financière que l'économie réelle, menace aussi de donner naissance à des bulles qu'il sera d'autant plus difficile d'anticiper que de nombreux marchés et transactions de gré à gré s'organisent dans l'opacité et ne connaissent pas de frontière.

Enfin, si la relance de l'économie mondiale est impérative, elle doit être soutenable : le défi climatique notamment l'impose. Tel est l'enjeu majeur auquel il nous faudra faire face dans les prochaines années.

2 / Depuis 2012, la France, puissance indépendante et influente, est à l'initiative

Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU
et membre fondateur de l'Union européenne, forte du troisième réseau diplomatique
parmi les plus denses de la planète,
la France influe sur le destin de l'Europe et du monde, dans l'indépendance,
avec la voix singulière
qui est la sienne dans le concert des nations.

Gouvernée par les socialistes, elle défend non seulement ses intérêts mais elle aborde les défis d'aujourd'hui et de demain à l'aune des valeurs de la République française : la solidarité et les droits humains contre le nationalisme et la xénophobie, la stabilité et la sécurité contre le terrorisme, la régulation contre la société de marché, le multilatéralisme contre le désordre du monde, l'égalité entre les femmes et les hommes contre l'assujettissement, la diversité culturelle contre l'uniformisation, notamment linguistique. Depuis le début du quinquennat de François Hollande, elle a œuvré pour plus de relance, de protection et de coopération. En quatre ans, elle a forgé les alliances nécessaires pour mettre en œuvre ce qu'elle croit juste : c'est ainsi qu'elle conçoit l'exercice de sa souveraineté.

a. Contre le terrorisme et les menaces extérieures, une France en première ligne

Face aux tensions à l'Est de l'Europe, elle a été à l'offensive diplomatique. Avec la chancellerie allemande, le président de la République a œuvré aux accords de Minsk pour aboutir à une résolution du conflit ukrainien au début de l'année 2015. Après l'annexion de la Crimée, la France a appelé, avec ses partenaires, à la mise en place de sanctions européennes à l'encontre de la Russie. Pour la France et pour les socialistes, avoir la Russie pour interlocuteur, et pour alliée dans certaines circonstances, ce n'est pas s'aligner, ni accepter une vision du monde qui n'est pas la notre.

Face au terrorisme djihadiste, pour assurer notre sécurité et celle de l'Europe, la France a été à l'offensive sur le terrain. En 2013, contre les groupes terroristes armés qui prenaient le contrôle du nord du Mali, les soldats français sont intervenus, à la demande du gouvernement de Bamako, aux côtés d'une coalition africaine, en respectant le droit international. Ce fut l'opération Serval, conduite sous l'autorité de Jean-Yves Le Drian. Pour sécuriser la bande sahélo-saharienne et empêcher que se constituent des sanctuaires terroristes - que l'implosion de la Libye en 2011 avait facilités- nous agissons également aux côtés des membres du G5 Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. C'est l'opération Barkhane. Au Nigéria, contre Boko-Haram, nous avons impulsé, après un sommet à Paris en mai 2014, la constitution d'une force multinationale africaine, que nous continuons à soutenir. Devant la progression de Daech en Irak et en Syrie, nous avons rejoint la coalition internationale dès septembre 2014. Après les attentats de novembre 2015, revendiqués par l'État islamique, nous avons intensifié nos frappes aériennes et engagé un travail de conviction auprès des puissances impliquées dans la résolution du conflit pour que l'intervention internationale en Syrie se concentre sur Daech. Ces efforts conjoints portent leur fruit : aujourd'hui, les forces de l'État islamique perdent du terrain en Syrie, en Irak et en Libye.

Si ces offensives sont aujourd'hui possibles, c'est parce que les socialistes ont préservé les capacités militaires de la France, que la droite avait fortement affaiblies. Sous le quinquennat précédent, nos forces armées avaient perdu 135 000 hommes et

été amoindries de 6 milliards d'euros de budget. La loi de programmation militaire 2014-2019, voulue par le chef de l'État, a mis fin à cette hémorragie financière et humaine. En 2019, la contribution de la Nation à sa défense atteindra 34 milliards d'euros, avec une augmentation de 3,8 milliards d'euros à la suite des attentats de novembre dernier.

À côté de l'action militaire, pour déjouer les projets d'attentats en France et en Europe, les moyens des services de renseignement ont également été renforcés et mutualisés, et l'échange de renseignements avec nos partenaires européens développé. Si le risque d'attentat ne peut être écarté, au plan intérieur comme au plan extérieur, la France met tout en œuvre pour protéger nos concitoyens : elle est intervenue là où c'était nécessaire, a bâti des alliances et noué des coopérations pour préserver les populations et défendre ses valeurs.

b. Pour un nouveau multilatéralisme, une France aux avant-postes

Pour favoriser un nouvel équilibre international, faire progresser la paix et la sécurité, et établir des relations multilatérales sur de nouvelles bases, la France a intensifié et réorienté son action diplomatique.

Pour prévenir les tensions internationales et soutenir la résolution des conflits, elle a été un acteur de paix et de stabilité.

Dans les négociations sur le nucléaire iranien, notre pays s'est fortement investi, aux côtés de la Russie, des États-Unis, de la Chine, du Royaume Uni et de l'Allemagne : nous avons adopté une position de fermeté constructive, la seule à même de garantir la sécurité de la région et d'empêcher la prolifération, reconnaissant le droit de l'Iran au nucléaire civil tout en lui refusant la possibilité de développer un arsenal nucléaire militaire. Après douze années de négociations, un accord a été conclu en juillet 2015.

Face au conflit israélo-palestinien, nous continuons de défendre une solution à deux États, celle que porte la gauche depuis François Mitterrand. Sous l'égide de Jean-Marc Ayrault, la France veut créer les conditions pour une relance des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens, au point mort depuis deux ans. La trentaine de pays qui a récemment participé à une première réunion à Paris témoigne du niveau d'attente de la communauté internationale, après l'échec de la médiation conduite par le Secrétaire d'État américain.

Face au conflit syrien, nous avons opté pour la fermeté : pour la France, l'avenir de la Syrie ne peut reposer ni sur Bachar al-Assad, tortionnaire de son peuple, ni sur l'État islamique et son idéologie de mort. Dès 2012, nous avons reconnu la coalition nationale syrienne comme représentante légitime du peuple syrien. En 2013, nous avons été les premiers à dénoncer l'usage des armes chimiques par Damas, considéré comme une ligne rouge par la communauté internationale. Nous appuyons aujourd'hui les négociations du processus de Vienne.

Face au conflit qui déchirait la Centrafrique, prenait le tour d'une grave crise humanitaire et menaçait de déstabiliser l'ensemble de la région, la France a assumé ses responsabilités. Elle a lancé l'opération Sangaris en décembre 2013 sous l'égide de l'ONU, aux côtés d'une coalition africaine. Preuve de son succès, après l'investiture du nouveau président Touadéra, notre pays se désengage et laisse à la MINUSCA la responsabilité d'assurer la sécurité du pays.

Devant le défi climatique global, la France s'est mobilisée pour trouver un accord, devenu impératif, après l'échec de la Conférence de Copenhague. Elle fut d'ailleurs la seule nation à se porter candidate à l'organisation du sommet suivant. Sous l'égide de Laurent Fabius, un compromis sans précédent a été conclu à Paris en décembre 2015: signé par 195 pays, il est aujourd'hui en cours de ratification. Ce ne sont pas seulement des objectifs ambitieux qui ont été fixés: ce sont des contraintes qui ont été adoptées et des financements prévus.

Parce que les relations commerciales jouent un rôle déterminant dans les relations internationales, les socialistes ont complété en 2012 l'action extérieure de la France par la diplomatie économique. Face au déficit commercial abyssal laissé par la droite, nous avons fait de la relance des exportations et de l'attractivité économique de la France notre priorité et mobilisé pour cela notre réseau diplomatique afin qu'il accompagne les PME et les ETI, et non pas seulement les grands groupes, dans leur développement international. Pour répondre aux besoins des entreprises, les aider à trouver des partenaires et des fournisseurs, les services du Ministère et de l'administration ont été réorganisés, nos ambassades ont été dotées d'un conseil économique. Le réseau d'influence française est au service de la croissance de notre pays et d'une meilleure régulation des échanges mondiaux.

c. Pour plus de régulation européenne et mondiale, une France à l'avant-garde

En lieu et place du seul libre-échange, les socialistes français et les sociaux-démocrates européens promeuvent le juste-échange. La protection sociale, les préférences collectives pour la santé ou l'environnement sont défendues dans les relations commerciales. Depuis 2012, la France a œuvré pour une régulation européenne et internationale qui préserve les intérêts économiques tout en faisant progresser les conditions de vie des travailleurs.

Dans les négociations portant sur le TAFTA, elle a posé des lignes rouges: réciprocité dans l'accès aux marchés publics, exclusion de l'audiovisuel et de la culture du champ de la négociation, reconnaissance des appellations d'origine protégée pour préserver notre agriculture et notre industrie agroalimentaire, refus des tribunaux d'arbitrage privés dont l'opacité n'est pas acceptable et le fonctionnement non démocratique. Nous l'avons écrit dans le premier *Cahier de la présidentielle*: pour les socialistes, si ces conditions ne sont pas respectées, la France doit dire non au traité.

Dans la lutte pour la transparence des transactions financières, la France a été à l'avant-garde. Dès 2012, nous avons lutté contre l'évasion fiscale des particuliers, en renforçant les contrôles et en mettant en place des échanges bilatéraux avec les administrations fiscales de pays tiers. Contre l'évasion fiscale des grandes entreprises, nous prenons de l'avance : sans même attendre que soit adoptée la directive européenne concernant le *reporting* pays par pays des bénéfices des multinationales, la France a inscrit ce principe dans la loi sur la transparence de la vie économique, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique. Au sein du G20, nous avons appuyé les recommandations de l'OCDE dans la lutte contre les paradis fiscaux.

Contre le dumping social, les socialistes français et les sociaux-démocrates européens ont agi pour un meilleur contrôle du recours aux travailleurs détachés, qui déstabilise nombre de secteurs professionnels, en France, en Allemagne et en Belgique en particulier. Ce combat porte ses fruits : en mars 2016, la Commission européenne a annoncé une révision de la directive, pour imposer le principe «à travail égal, salaire égal sur un même lieu de travail».

Désormais, au plan économique, en Europe et dans le monde, la voix de la France est entendue. Parce qu'elle a redressé des comptes publics et un appareil productif que la droite avait laissés en déshérence, sa crédibilité est aujourd'hui restaurée. Aux mots de la droite, aux déclarations intempestives et aux rodomontades, nous avons préféré l'action, qui a souvent besoin de discrétion, et les résultats, qui ont souvent besoin de temps pour être perceptibles. L'influence n'a pas besoin d'impulsivité et d'arrogance, mais de constance et de cohérence. Aujourd'hui, la France est redevenue pivot. Ses intérêts sont préservés, son action, menée à l'aune de ses valeurs, est reconnue, sa parole attendue et entendue.

3 / Face aux crises qui la traversent et aux nationalismes qui la menacent, indispensable Europe

Pour relever les défis du monde qui vient, la France ne peut agir seule. Dans cet espace a-polaire, pour protéger et progresser, nous avons besoin d'une Europe multiplicatrice de puissance. Pour les socialistes, l'Europe est davantage qu'une conviction : elle est une valeur de paix, de solidarité et de prospérité. C'est le sens de l'Histoire : l'Union a été forgée à l'épreuve des conflits passés. Nos relations économiques, sociales et politiques sont si étroites qu'un retour en arrière déséquilibrerait profondément le continent. Pour la France, l'Europe est donc le lieu naturel où nouer des alliances pour peser sur le destin du monde. Or, c'est le paradoxe, l'Europe n'a jamais connu autant de crises. Menacée de l'extérieur, elle l'est aussi de l'intérieur : si rien n'est fait, les populismes, les souverainismes et les sécessionnismes pourraient avoir raison du projet européen.

a. Une crise d'efficacité: un pôle de puissance incomplet et affaibli par les politiques de la droite

Face à la menace terroriste, le *soft power*, la puissance économique et normative de l'UE longtemps vantée par les libéraux comme la force motrice de l'Europe, est aujourd'hui lacunaire. L'embryon de défense européenne représente certes une avancée, mais sa portée est limitée par une absence d'intérêt stratégique partagé : ainsi, au Sahel, véritable frontière géopolitique du sud de l'Europe, l'UE a fait le choix de peser avant tout sur l'environnement économique et social. La participation de quelques États membres à la formation des armées maliennes ou centrafricaines ne suffit pas à assurer la stabilité de la région. L'Union, pôle de puissance incomplète, ne peut se permettre d'adopter des approches globales de résolution de crise sans se doter des moyens d'une politique d'ensemble.

Face à la crise économique et financière, l'UE est apparue bien impuissante. Après la crise des dettes souveraines, les innombrables sommets de la dernière chance ont entamé sa crédibilité. En 2015, il aura fallu toute la force de compromis de François Hollande pour maintenir la Grèce dans la zone euro et préserver ainsi l'intégrité de l'Union monétaire mais aussi la stabilité d'une région présente sur l'arc de crises. Certes, la mise en place du mécanisme européen de stabilité, la création de l'Union bancaire, pour lesquels la gauche française et européenne a pesé de tout son poids et la réorientation de l'action de la Banque Centrale Européenne vers la croissance et l'emploi et non seulement pour lutter contre l'inflation, que demandait la France, ont constitué un réel progrès pour prévenir de nouvelles crises et défendre les intérêts des Européens. Mais sept ans après le début de la crise, le nombre de chômeurs européens se situe encore à un haut niveau, et la reprise reste plus faible qu'ailleurs.

Dans les échanges commerciaux, l'Europe apparaît bien faible. En témoigne la crise de l'acier : face aux exportations chinoises, dont la compétitivité ne repose que sur le dumping social et environnemental, la riposte européenne est dérisoire. Là où les États-Unis imposent un tarif douanier de 500 %, la Commission européenne ne lui oppose que 20 %.

Et si chacun reconnaît la force de son combat pour réduire les gaz à effet de serre, engager la transition écologique et protéger la santé des Européens, certaines dispositions proposées par la Commission sont en contradiction majeure avec les engagements qu'elle a pris. La classification très restrictive des perturbateurs endocriniens, publiée mi-juin 2016 en est le dernier exemple en date.

Porté par une droite majoritaire, l'ordo-libéralisme a échoué. Depuis la crise de 2008, l'extension du domaine du marché n'a favorisé ni la croissance, ni le partage équitable des richesses, ni la protection nécessaire.

Les difficultés de l'Europe viennent aussi de son inachèvement : devant la gravité des défis à relever, elle ne se dote souvent d'instruments efficaces qu'*a posteriori*, souvent

trop tard, et sans laisser aux citoyens de temps de débattre de leur pertinence ou de leur intérêt.

b. Une crise de solidarité: divergences économiques, chacun-pour-soi stratégique

Au plan économique comme au plan sécuritaire, au plan commercial comme au plan migratoire, le manque de solidarité menace gravement l'Union européenne.

Face à la crise économique, la seule discipline budgétaire n'a pu empêcher les divergences entre États du Nord et États du Sud de se creuser. Si l'austérité est exigée des pays les plus vulnérables, l'investissement des pays à la balance commerciale excédentaire ne l'est pas. L'intérêt européen est aujourd'hui oublié et l'économie peine à redémarrer. Toute l'Europe en paie le prix.

Dans les relations commerciales ou les approvisionnements énergétiques, la concurrence que se livrent les États membres en concluant des accords bilatéraux avec la Chine ou la Russie ne sert pas non plus – c'est un euphémisme – une dynamique de croissance européenne. Le tout-marché étendu aux relations entre États ne saurait être une voie d'avenir. Elle présente même des risques stratégiques pour le continent. La Russie, qui utilise les accords bilatéraux pour déstabiliser l'UE, l'a parfaitement compris.

Face à la menace terroriste, et pour la première fois dans l'histoire de l'UE, la France a invoqué la clause d'assistance mutuelle du traité de l'Union, après les attentats de novembre 2015. Mais sitôt retombée l'émotion, les propositions des États membres sont restées en-deçà des besoins nécessaires pour assurer la défense et la sécurité du continent notamment sur les théâtres d'opérations extérieures. L'adoption de la directive relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (*le PNR*) a certes représenté une avancée, conforme à nos valeurs, puisqu'elle a été adossée à un dispositif de protection des données parmi les plus élevés au monde. Pour autant, sans une coopération étroite des services de renseignement, la sécurité du continent n'est pas garantie.

Face au défi migratoire, le manque de solidarité pèse sur la gestion des flux et sur l'accueil des réfugiés. Les pays frontaliers de l'espace Schengen se sont trouvés seuls, en première ligne, accusés de laxisme. Les approches différenciées au niveau national ont favorisé la compétition au droit d'asile et les migrations irrégulières qui font la richesse des réseaux criminels transfrontaliers. Le refus manifesté par certains États membres d'accueillir des migrants a accentué les tensions. Il a fallu que la Commission européenne mette tout son poids pour imposer des quotas et des points d'accueil dans les pays de première entrée, bien en-deçà du nombre de migrants attendus. Dans une Europe qui s'est construite comme un espace de paix, de justice et de liberté, la mise en place de barbelés aux frontières est inacceptable.

c. Une crise de légitimité : des choix contestés, un fonctionnement critiqué

L'UE, puissance incomplète et puissance affaiblie, par ses échecs et par les stratégies divergentes de ses membres, doit de surcroît affronter une crise de légitimité. Le référendum britannique en est le point culminant.

Les choix politiques de la droite européenne sont contestés : la seule austérité ne fait ni un projet ni un destin communs. Dans les pays les plus fragiles, parce qu'elle ne porte aucun fruit, elle ne fait naître que du désespoir. Dans les pays les plus aisés, elle ne parvient même pas à enrayer la montée des populismes, qui justifiait pourtant, selon eux, la nécessité d'une stricte discipline budgétaire.

Son fonctionnement, complexe donc incompris, est l'objet de critiques : la production de normes, souvent exigée par les entreprises et les ONG, a bien entendu son utilité pour protéger le consommateur ou faciliter l'activité économique. Mais elle est aujourd'hui devenue le symptôme d'une action publique technocratique, sur laquelle les citoyens ont le sentiment de n'exercer aucun contrôle. Paradoxalement, ce sentiment s'est aggravé alors même que les compétences du Parlement européen étaient renforcées par le Traité de Lisbonne. La Commission européenne l'a bien compris, puisque sitôt élu, son président a souhaité limiter l'inflation législative en Europe.

Les gouvernements des États membres, il faut le dire, ont leur part de responsabilité : au cours des dernières décennies, ils ont trop longtemps et trop souvent attribué à Bruxelles les décisions difficiles qu'ils avaient eu à prendre ou les compromis parfois exigeants qu'ils ont dû engager et accepter. Alors même qu'ils ont des défis communs à relever, les États ont surtout porté une attention aux intérêts nationaux, oubliant souvent l'intérêt général européen.

Plus grave encore, ses valeurs sont remises en cause : la montée des nationalismes et de la xénophobie dans tous les pays de l'UE, les ébranle. Leur accession au pouvoir, en Pologne ou en Hongrie, les menace.

Face à ces crises, l'Europe est à un tournant. Elle est arrivée au bout de ce que la logique des traités permettait de faire. Soit elle se désagrège, cédant sous les coups de boutoir des nationalismes, pour que les nations entretiennent l'illusion de retrouver isolément et frontalement une voix audible et influente ; soit elle se renforce, là où c'est efficace, et elle se réoriente, vers plus de justice, d'efficacité et de sécurité, pour permettre à ses États membres de peser dans le monde.

Pour la France et pour l'avenir, l'enjeu est double : face aux défis du futur, il s'agit de contribuer à réorganiser le monde et à recommencer l'Europe.

Le Dessein

ŒUVRER À BÂTIR UNE NOUVELLE ORGANISATION DU MONDE

Dans un monde complexe, interdépendant,
percuté par des mutations
et dans une Europe en crise, la France a vocation à agir avec tous les leviers
de la puissance et de l'influence.
Pour relever les défis du futur et forts de nos valeurs,
il est stratégique de nouer les alliances nécessaires :
c'est ainsi que nous pourrons agir pour plus de régulation et de solidarité,
et combattre les périls qui menacent la planète
et les défis auxquels elle doit faire face.
Les progressistes veulent affirmer une voie française
dans la mondialisation qui se donne les moyens de ses convictions
et de ses ambitions, là où la droite conçoit de s'aligner pour s'adapter.
Là où l'extrême-droite place le salut dans le repli et les chimères souverainistes,
célèbre la force plutôt que la justice et prend son nationalisme xénophobe
pour l'affirmation d'une voie singulière de la France,
alors qu'elle en est le reniement.
Pour le futur, la France, redevenue pivot, peut contribuer à bâtir
le nouveau multilatéralisme dont le monde a besoin.
Pour nouer de nouvelles alliances stratégiques, économiques et culturelles,
une voix francophone peut être construite.
Pour réguler davantage la mutation digitale et le capitalisme financier international,
un travail de conviction avec nos partenaires reste encore à mener.
Pour la paix et la solidarité, des Nations Unies réformées
doivent être notre objectif, ainsi qu'une politique de développement amplifiée.
Parce qu'elle se donnera les moyens de porter
et de défendre ses valeurs dans le monde, la France restera,
dans les décennies qui viennent,
un acteur majeur de la communauté internationale.
C'est le dessein
que nous avons pour notre pays.



1 / Construire une voix francophone, socle d'une culture commune



PROMOUVOIR UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET CULTUREL FRANCOPHONE

Préconisation

Aujourd'hui, le monde compte 230 millions de francophones. Ensemble, ils forment le sixième espace géopolitique mondial et pèsent 16 % du PIB de la planète. D'ici 2050, ils pourraient être 700 millions. Pour les socialistes, faire le choix de la francophonie au XXI^e siècle, c'est promouvoir, partager une langue, une vision du monde multipolaire, des intérêts communs, dans un esprit de réciprocité. Pour relever les défis du monde et du futur, nous avons donc collectivement intérêt à bâtir une voix francophone.

LES ENJEUX SONT STRATÉGIQUES :

face au terrorisme, les pays francophones sont en première ligne, notamment dans la bande saharo-sahélienne. La sécurisation de ces territoires à long terme est indispensable pour leurs habitants, et indissociable du développement. Elle l'est pour la France, car notre pays est directement la cible des groupes terroristes qui y prospèrent. Pour la gauche qui a rompu depuis 2012 avec les pratiques de la Françafrique, cette sécurisation est d'abord du ressort des pays concernés. C'est pourquoi la France n'intervient qu'à leur demande, à travers des opérations multilatérales conformes au droit international et s'attache à passer le relais aux États africains. Dans les années qui viennent, cette approche doit être maintenue et l'aide publique au développement orientée en priorité vers les zones et les populations les plus fragiles, qui sont les plus vulnérables au terrorisme. L'éducation des enfants doit être notamment soutenue.

LES ENJEUX SONT ÉGALEMENT POLITIQUES :

face à l'uniformisation du monde par le tout-marché, les francophones peuvent être le porte-étendard de l'indispensable diversité linguistique et culturelle. La langue française, par son universalisme, est porteuse d'une vision de l'humanité, fondée sur l'autonomie, par la raison, l'émancipation des individus et des peuples. L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) est même la seule organisation politique internationale ayant une base linguistique. Ses locuteurs partagent un sentiment d'appartenance puissant, sans se fondre pour autant dans un modèle culturel univoque. Pour que la langue

française continue de peser dans le monde, **nous préconisons donc de renforcer l'enseignement du français et en français** en soutenant en particulier les pays d'Afrique francophone pour qu'ils développent la scolarisation des enfants et des femmes. Nous proposons aussi de **renforcer l'aire culturelle francophone** en amplifiant la diffusion des œuvres du cinéma et de la musique produite par ces pays dont la force d'attraction est unanimement et universellement reconnue. Les Instituts français et les Alliances françaises pourraient être le pivot de cette politique. Notre réseau diplomatique, qui priorise désormais les pays émergents, pourrait être renforcé davantage dans les pays francophiles.

LES ENJEUX SONT ÉCONOMIQUES :

une langue en commun favorise les liens et les échanges commerciaux. De surcroît, les pays francophones et francophiles, de l'Afrique à l'Asie, représentent près de 14 % des ressources minières. Ils ont en moyenne un taux de croissance élevé, un fort besoin d'infrastructures et leurs PME sont à la recherche d'investissements. L'Internet mobile et le numérique accélèrent leur développement. Pour nos entreprises – les leurs et les nôtres – et notamment nos ETI, ce sont de nouveaux marchés à explorer. Nous suggérons donc de **privilégier certains secteurs clés** comme le numérique, le tourisme ou les infrastructures, de développer des initiatives communes de recherche et de développement entre pays francophones et de **faciliter l'émergence de champions industriels francophones**, comme nous voulons des champions européens. Nous proposons enfin de faciliter la mobilité des acteurs économiques de la francophonie, de structurer les réseaux d'influenceurs francophiles et de contribuer au renforcement des capacités de financement des économies, notamment en Afrique et dans l'Océanie. A plus long terme, la création d'une union économique francophone doit être un objectif à soumettre aux partenaires concernés.

LES ENJEUX SONT BIEN SÛR ÉCOLOGIQUES :

les francophones jouent un rôle diplomatique et économique essentiel pour la limitation des gaz à effet de serre. Ils ont activement pesé pour le succès de la COP21. Les pays les moins avancés de l'espace francophone comptent aussi parmi les plus exposés au changement climatique. Comme pour tous les pays de la planète, la soutenabilité de leur modèle de développement est un enjeu essentiel. C'est pourquoi nous préconisons de **mettre en place une politique industrielle francophone dans le domaine écologique et énergétique** et de **promouvoir l'économie responsable à travers notamment l'engagement sociétal et environnemental des entreprises** françaises en Afrique, en mettant en œuvre la stratégie économique et numérique francophone définie par l'Organisation internationale de la francophonie au Sommet de Dakar en 2014.

ENFIN, LES ENJEUX SONT MIGRATOIRES :

de la même façon qu'ils favorisent les échanges, les liens linguistiques jouent un rôle majeur dans les déplacements. Intensifier les relations commerciales sur la base d'un juste échange, soutenir un développement humain durable, inclusif, équitable dans les pays d'émigration est essentiel en vue de prévenir les migrations économiques. A contrario, les diasporas et la mobilité choisie représentent des opportunités réciproques

pour les parties respectives et créent un sentiment d'appartenance commune. C'est pourquoi nous préconisons de **favoriser la mobilité des étudiants francophones**.

2 / Réguler au niveau international le capitalisme digital



Préconisation

DÉVELOPPER LE NUMÉRIQUE DANS LE RESPECT DE L'ÉTHIQUE

La mutation numérique est aujourd'hui portée et dominée par un club d'entreprises internationalisées. Elles orientent le développement numérique, organisent le marché et déterminent presque seules l'écosystème dans lequel les start-ups veulent émerger. Elles prospèrent sur des données qu'elles collectent souvent à l'insu des usagers, ainsi que sur des contenus et des œuvres produits par des tiers. Sur ces multinationales, en situation de monopole le plus souvent, les citoyens et les États exercent peu de contrôle. Face à un phénomène mondial, la seule régulation nationale est insuffisante ; la régulation européenne a davantage de poids ; la régulation internationale, décisive, est encore embryonnaire. Les socialistes refusent de choisir entre l'immobilisme et le fatalisme : nous voulons faire de la France la nation référence, en Europe, de l'innovation et du numérique. Face à ces enjeux, stratégiques pour le siècle qui s'ouvre, nous avons pour ambition d'inventer un écosystème favorable, une protection sociale efficace, une formation technique et critique adaptée. Ces aspects ont été abordés dans les deux premiers *Cahiers de la présidentielle*. Cette ambition serait incomplète si la France ne prenait pas une part active à une plus grande régulation internationale du capitalisme digital et de l'usage de métadonnées- en vérité largement à construire et faire respecter.

L'ENJEU EST FISCAL.

Pour échapper à l'impôt, ces entreprises ont développé des stratégies d'optimisation qui non seulement privent de ressources les États mais sont autant de procédés de concurrence déloyale : face au numéro un de la vente en ligne qui pratiquerait le transfert de bénéfices d'un pays à un autre, il serait difficile pour un acteur traditionnel du secteur de développer une offre concurrente. Les multiples redressements fiscaux dont ces entreprises font aujourd'hui l'objet à travers l'Europe indiquant s'il le fallait qu'une régulation efficace est nécessaire. Après l'échange automatique de «rulings» entre administrations fiscales de l'Union européenne, adopté fin 2015, l'obligation faite aux entreprises multinationales de rendre compte pays par pays de leurs activités, décidée en juin 2016 et déjà transcrite par la France dans la loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, représente une avancée décisive. Nous préconisons, pour la prochaine législature, de maintenir la pression pour que les recommandations du programme BEPS de l'OCDE continuent d'être effectivement mises en œuvre afin que soient progressivement éradiqués les paradis fiscaux et les trous noirs de la finance.

LA CONSTITUTION D'UN CADASTRE FINANCIER MONDIAL EST LE PROCHAIN CHANTIER À OUVRIR :

nous voulons que soient recensés les bénéficiaires réels des biens immobiliers et financiers achetés par l'intermédiaire de sociétés écrans domiciliés dans les paradis fiscaux. Ce chantier pourrait être mené, dans un premier temps, à l'échelle européenne.

L'ENJEU EST ÉTHIQUE :

le *Big Data* représente une opportunité pour développer de nouveaux services comme de nouvelles politiques publiques et répondre aux besoins de nos concitoyens. Le projet de loi pour une République numérique, rédigé à l'issue d'une longue consultation qui a permis de retenir des préconisations citoyennes dans le texte soumis au Parlement, comporte à cet égard d'importantes avancées: la France, qui présidera le Partenariat pour un gouvernement ouvert en octobre 2016, est à l'avant-garde. Cependant, l'usage des données doit comporter des garde-fous. Pour les socialistes, deux principes doivent impérativement être affirmés et respectés: la protection des données personnelles et la transparence de leur usage, notamment par les plateformes. Le premier est désormais clarifié et renforcé, depuis l'adoption du règlement de protection des données personnelles par le Parlement européen en avril dernier. Le deuxième principe est au cœur du projet de loi pour une République numérique.

L'ENJEU EST ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL :

certaines de ces entreprises sont en situation de monopole. Un moteur de recherches, utilisé par 90% des usagers en Europe, qui favoriserait ses propres services au détriment des concurrents créerait des distorsions réelles et empêcherait l'émergence de nouveaux acteurs. Pour les socialistes, une telle situation n'est pas acceptable. Si l'enquête menée aujourd'hui par la Commission européenne le démontrait, et si aucun accord n'était possible pour garantir une neutralité du moteur de recherches, nous inviterions la France à interpeller la Commission pour qu'elle conçoive des propositions en vue de séparer les moteurs de recherches des autres services commerciaux, ainsi qu'y ont appelé les parlementaires européens dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité en 2014.

LA SOUVERAINETÉ EST UN AUTRE ENJEU :

pour les socialistes, il est essentiel que la législation française et que le droit européen s'appliquent à l'usage des données sur notre territoire. Il est tout aussi décisif qu'en cas de conflit, les données personnelles de nos concitoyens puissent être préservées. C'est à ce double titre que la pertinence d'imposer le stockage des données doit être ou non envisagée.

Nous préconisons, enfin, de réfléchir à moyen terme à une instance de régulation internationale du numérique dont l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (*ICANN*) pourrait être le fer de lance. Il faudrait préalablement que cette instance ne soit pas exclusivement le champ de déploiement des préoccupations et normes des États-Unis, mais le lieu d'un multilatéralisme digital qui fasse prévaloir le droit et l'intérêt général sur les intérêts des multinationales du secteur.



REVOIR L'USAGE DU DROIT DE VETO POUR LES CRIMES DE MASSE

Le lieu du multilatéralisme et de la régulation des conflits internationaux est par excellence l'ONU. Elle doit le rester. Le G20, qui a vu le jour à la suite de 2008, ne saurait se substituer à lui : il est une instance de proposition et de débat, mais il ne peut être une instance de décision au plan international. Une telle évolution reviendrait à légitimer un directoire du monde par les grandes puissances, ce que les socialistes, qui sont internationalistes et militent pour un monde multipolaire, ne peuvent accepter. En revanche, pour que l'ONU continue d'assumer au XXI^e siècle les missions qui lui ont été confiées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle a besoin d'être réformée. La France, qui présidait en juin 2016 le Conseil de Sécurité, entend mener de nouveaux combats à court et moyen terme.

**NOUS VOULONS UNE TRANSPARENCE ACCRUE DES PROCÉDURES
DE NOMINATIONS ET UNE MEILLEURE REPRÉSENTATIVITÉ
DES DIRIGEANTS DES NATIONS UNIES.**

De fait, la sélection en cours pour remplacer le Secrétaire général des Nations unies est une première révolution. Non seulement les huit candidats présélectionnés ont été auditionnés, en avril 2016, devant l'Assemblée générale, mais la moitié sont des femmes. Les critères géographiques qui président à cette désignation rendent très probable le choix d'une candidate, plutôt que d'un candidat. À la tête de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, une femme devrait aussi succéder à une autre femme. Nous voulons, avec d'autres États, poursuivre sur ce chemin.

**NOUS VOULONS UNE SUSPENSION DU DROIT DE VETO DES MEMBRES
PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DEVANT LES CRIMES DE MASSE
ET LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ.**

Il n'est plus acceptable pour les opinions publiques de constater qu'un seul veto empêche des peuples d'obtenir justice et de retrouver la paix et la sécurité. Le président Hollande l'a proposé devant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015. La France est à ce stade le seul membre permanent du Conseil de sécurité à s'y être engagé, mais elle est soutenue dans cette proposition par plus de la moitié des États membres des Nations unies. La voie est ouverte pour que tous les membres du Conseil de sécurité adoptent un jour cette mesure. Nous préconisons qu'elle s'étende ensuite à tous les crimes humanitaires.

**DANS LES CONFLITS, NOUS VOULONS QUE LES CIVILS
ET LES HUMANITAIRES QUI LEUR VIENNENT EN AIDE SOIENT
MIEUX PROTÉGÉS.**

La France a porté la résolution 2286 sur la protection du personnel médical et des infrastructures de santé, adoptée à l'unanimité le 22 mai dernier. Nous souhaitons que la France continue d'appuyer les efforts pour lutter contre les violations du droit humanitaire, améliorer la protection des civils, et rendre plus efficaces les opérations de maintien de la paix. Les ONG doivent pouvoir assurer leurs missions en toute sécurité.

**NOUS VOULONS QUE LES DROITS À L'AVORTEMENT
ET À LA CONTRACEPTION PROGRESSENT DANS LE MONDE
ET SOIENT RÉELLEMENT ACCESSIBLES AUX FEMMES.**

L'ONU s'est officiellement prononcée pour leur légalisation en cas de malformations congénitales. Aujourd'hui l'épidémie de virus Zika, qui entraîne de nombreux cas de macrocéphalie, rend son accès d'autant plus nécessaire. C'est une question de liberté et de santé publique. Or, dans nombre de pays, des barrières légales freinent l'accès des femmes à un avortement sécurisé. Devant la Commission annuelle sur le statut de la femme, Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, a donc demandé aux États membres de permettre l'accès effectif à la contraception et à l'avortement. Pour les années qui viennent, nous souhaitons que la France poursuive ce combat.

**NOUS VOULONS CONTINUER À PORTER HAUT LE COMBAT
POUR L'ABOLITION UNIVERSELLE DE LA PEINE DE MORT.**

Sur ce sujet, l'engagement de la France est déterminé et constant et les socialistes en ont fait un de leurs combats majeurs. En octobre 2012, une grande campagne pour l'abolition de la peine de mort, initiée par Laurent Fabius, a mobilisé la diplomatie française. Avec ses partenaires européens, la France a contribué à l'adoption d'une résolution des Nations Unies appelant à un moratoire en 2012 et 2014.

4 / Amplifier les actions de solidarité

Préconisation

**REPENSER L'AIDE HUMANITAIRE
ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**



Pour les socialistes, répondre au défi migratoire, c'est aussi agir sur ce qui provoque et suscite les déplacements : crises et inégalités économiques, terrorisme et conflits armés, dérèglement climatique. Tous concourent à l'instabilité du monde. Quand la droite entend faire du contrôle des flux migratoires par les pays de départ une condition de l'aide au développement, quand l'extrême-droite ne prône que le repli et le conflit, les

progressistes abordent ces défis en conjuguant humanité, solidarité et responsabilité. Aujourd'hui, devant l'ampleur des besoins et la nouveauté des défis, les engagements des États apparaissent clairement sous-dimensionnés.

L'ENJEU EST DE COURT TERME : C'EST L'AIDE HUMANITAIRE.

Pour survivre, 125 millions de personnes en dépendent. La moitié sont déplacées et 20 millions ont le statut de réfugiés. Devant son importance, décisive, nous préconisons l'application et le suivi stricts de l'engagement des États en faveur d'une stratégie de financements optimisée, plus transparente et reposant sur des procédures simplifiées.

L'ENJEU EST DE MOYEN ET DE LONG TERME : C'EST L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT.

Pour les quinze prochaines années, les 17 Objectifs de développement durable de l'ONU fixent un cadre et une ambition au monde. Pour qu'ils soient atteints, ils auraient besoin d'un montant vingt fois supérieur aux montants annuels de l'aide publique au développement : entre 135 et 195 milliards de dollars par an pour l'éradication de l'extrême pauvreté ; 5 à 7 trillions pour les investissements dans les infrastructures ; 2,5 à 3,5 trillions pour le développement des petites et moyennes entreprises. En 2015, lors de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, dans les négociations sur l'agenda 2030, et à Paris pour la COP21, la France a pris des engagements forts, dont l'augmentation de 4 milliards d'euros de l'aide publique au développement d'ici à 2020 et celle de l'aide aux pays les plus vulnérables au changement climatique. **Pour la prochaine mandature, nous souhaitons que ces engagements soient atteints et que la France s'attache à atteindre l'objectif de 0,7% du revenu national brut consacré à l'aide publique au développement.**

Plus largement, nous préconisons de **mettre en place un système de financement qui implique à la fois les gouvernements, les acteurs privés, les banques de développement, les collectivités.** Le rapprochement entre l'Agence française de développement et la Caisse des dépôts et de consignations, initié par les socialistes, est une première étape vers sa mise en œuvre. Dans ce système, nous plaidons pour qu'une place plus importante soit consacrée aux dons et que s'accroisse la part dédiée en direction des pays les moins avancés. Nous préconisons enfin de bien distinguer les crédits consacrés à l'aide publique au développement de ceux qui sont dédiés à l'accueil des réfugiés et aux opérations de maintien de la paix.

Avec la décision à la majorité du peuple britannique que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne, le continent est à un tournant de son histoire. L'Europe est confrontée à une alternative entre la résurgence des nationalismes, qui avancent masqués derrière les souverainismes, et le ressaisissement européen, que les nombreuses crises qui l'étreignent rendent indispensable.

Face à ce débat, le statu quo n'a pas sa place.

Pour les socialistes, combattre le nationalisme est un impératif catégorique, car il ne produira jamais autre chose que le conflit et le repli.

Pour nous, faire l'Europe relève de nos valeurs, car elle est le fruit d'une histoire,

incarne une vie démocratique et parce que l'économie sociale et écologique de marché unit tous ses membres, même si elle prend diverses formes d'un pays à un autre.

Le président de la République l'a dit au lendemain du « Brexit »:

« L'Europe ne peut plus faire comme avant ».

L'Europe est arrivée au bout de son modèle d'intégration par les procédures et les contenants. Nous proposons une intégration par les projets et les contenus. Nous voulons concentrer son action sur les défis du futur qui nécessitent une action collective :

la protection contre le terrorisme et les menaces extérieures, l'accueil solidaire mais maîtrisé des migrants, l'investissement dans un modèle de croissance social-écologique, la régulation fiscale et commerciale.

Cette Europe devra sans doute être différenciée.

Mais contre tous les nationalismes, qui pavoisent aujourd'hui, elle doit être intransigeante et rechercher toujours le plus grand contrôle démocratique.



1 / Face au défi du terrorisme, une meilleure coordination européenne



METTRE EN PLACE UN PACTE DE SÉCURITÉ EUROPÉEN

Préconisation

Face au terrorisme, la France est en guerre, et l'Europe avec elle. Nous n'avons pas choisi notre ennemi. Notre pays fait face à ce défi : ses efforts doivent être prolongés par l'Europe et avec l'Europe. Face à ce danger et, plus largement, face aux périls du monde, elle doit apprendre à se défendre et à se faire entendre. C'est la conviction des socialistes français. C'est aussi celle des alliés de l'Union européenne, à commencer par les États-Unis, auxquels elle a, pour une large part, confié sa sécurité extérieure au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique. Face au défi du terrorisme, nous proposons de mettre en place un pacte de sécurité européen.

Il doit être un pacte de confiance : chaque citoyen européen doit être protégé par l'effort de défense collectif de l'Union. Ce pacte doit être efficace et doter l'Europe des moyens nécessaires pour affronter les défis stratégiques, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

AU PLAN INTÉRIEUR, NOUS PRÉCONISONS DE RENFORCER LES COOPÉRATIONS ENTRE ÉTATS MEMBRES EN MATIÈRE DE POLICE.

En la matière, il y a eu un avant et un après 13 novembre : Le fichier schengen est désormais alimenté par 22 États sur 28. Le PNR a été adopté, comme l'a souhaité la France. Europol et Eurojust ont été sollicités d'un point de vue opérationnel. Mais nous sommes encore loin du compte. Une coordination accrue des agences de renseignement et le développement des coopérations contre la cybercriminalité sont indispensables, tout comme les échanges de renseignement financier. **Les moyens d'Europol sont à renforcer.** A moyen terme, l'agence a vocation à devenir une police européenne commune.

De même, **la coopération judiciaire est à étendre**, avec le développement des échanges sur les casiers judiciaires. Les moyens d'Eurojust sont eux aussi à renforcer

et les compétences du parquet européen à élargir. A terme, nous préconisons **la mise en place d'un parquet européen antiterroriste**.

Enfin, nous proposons d'**établir davantage de coopération avec les pays les plus exposés aux menaces terroristes**, en particulier les pays voisins de l'Union européenne du pourtour de la Méditerranée.

AU PLAN EXTÉRIEUR, LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE DOIT ÊTRE REPENSÉE ET POURVUE DES MOYENS À LA HAUTEUR DES DÉFIS ET DES MENACES.

En l'état, elle n'est capable d'assurer que des missions de gestion de crise. Le Conseil européen des 28 et 29 juin, qui débatta d'une Stratégie globale de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité, est l'occasion d'aller beaucoup plus loin : elle doit être pleinement mise à profit. C'est une attente aussi légitime que forte des peuples européens.

NOUS PRÉCONISONS QUE DANS L'IMMÉDIAT SOIT MISE EN PLACE UNE RÉSERVE OPÉRATIONNELLE.

Constituée de forces identifiées par les États membres et entraînées conjointement, elle donnerait à l'UE une capacité de réaction rapide aux crises qui lui fait aujourd'hui défaut.

NOUS PROPOSONS À MOYEN TERME DE Doter l'Union de moyens civils et militaires propres pour assurer des missions collectives de sécurité des Européens.

La sortie décidée par le Royaume-Uni, seule nation d'Europe capable avec la France de conduire des opérations extérieures, l'impose désormais. Le retrait britannique lève aussi un obstacle à la constitution d'une armée commune européenne.

ENFIN, NOUS PLAIDONS POUR LE RENFORCEMENT DES COOPÉRATIONS EN MATIÈRE D'INDUSTRIE DE DÉFENSE.

De même, nous demandons que l'effort engagé en matière de défense pour faire face à des événements exceptionnels soit exclu du champ d'application du Pacte européen de stabilité.

2 / Face au défi migratoire, une politique commune, globale et solidaire

Préconisation

**RÉFORMER SCHENGEN
ET
RÉFORMER DUBLIN**



C'est à l'aune des valeurs progressistes, humanité et responsabilité, que le défi migratoire sera relevé sur notre continent. L'exigence consiste à conjuguer la solidarité et le respect du droit d'asile envers les réfugiés d'une part ; d'autre part la fermeté et le respect de la loi vis-à-vis de l'immigration irrégulière. C'est à ces deux conditions que nous pourrions accueillir au mieux celles et ceux qui ont un besoin impératif de l'être ; et c'est ainsi que nos concitoyens acceptent au mieux des déplacements qui sont amenés à durer.

Pour les socialistes, l'unique façon de relever le défi migratoire, c'est l'Europe, à condition qu'elle s'en fixe clairement les objectifs et qu'elle s'en donne effectivement les moyens. Les forces populistes et xénophobes ont fait de l'immigration le cœur de leur opposition à l'Union européenne. La campagne sur le référendum britannique en a été l'ultime et triste démonstration. Pour les socialistes et les sociaux-démocrates européens, ce doit être l'occasion d'un sursaut. C'est pour élaborer une politique migratoire commune, juste et efficace, que nous avons souhaité réunir nos partis frères à Paris le 8 juillet prochain.

DISTINGUER LES DEMANDEURS D'ASILE DES MIGRANTS ÉCONOMIQUES EST LE CHOIX DE L'UNION, IL EST NÉCESSAIRE.

C'est pourquoi nous soutenons le principe de la mise en place des *hot spots* dans les pays de première arrivée. Leur rôle est complexe, exigeant. Il doit s'exercer avec humanité en respectant les procédures de vérification et celles de non-refoulement. Nous y sommes et y serons vigilants. Mais cette politique décidée doit être efficace.

NOUS PROPOSONS QUE LES MOYENS HUMAINS DE FRONTEX SOIENT RENFORCÉS ET COLLECTIVEMENT FINANCÉS :

un meilleur contrôle des frontières de l'espace Schengen est nécessaire pour lutter de façon plus efficace et davantage coordonnée contre les filières de passeurs. Ce véritable corps de garde-frontières, désormais constitué, devra veiller à exercer ses missions en respectant les droits fondamentaux des migrants et des réfugiés. Là aussi, nous serons vigilants.

NOUS PROPOSONS UN NOUVEAU RÈGLEMENT DE DUBLIN POUR CLARIFIER ET RENFORCER LE SYSTÈME D'ASILE EUROPÉEN.

L'accueil des migrants et des réfugiés ne saurait reposer sur les seuls pays d'arrivée. Conclu en septembre 2015, l'accord de relocalisation doit être pérennisé et tous les États membres de l'UE doivent s'impliquer, avec équité et responsabilité. Nous proposons ainsi la mise en place de règles communes en matière de conditions d'admission, d'installation, de répartition juste et équitable dans l'ensemble des États membres. Nous préconisons enfin la création d'**un office européen des réfugiés**. Indépendant, il sera en charge d'accueillir les personnes réfugiées dans les territoires de première arrivée et de veiller à la mise en œuvre d'un accueil décent et adapté à leur parcours par les États membres.

L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS DOIT ÊTRE FACILITÉE :

l'accès au système scolaire et universitaire pour les enfants et les jeunes, l'accès à la formation linguistique et professionnelle, à l'emploi, aux services médico-sociaux, au logement doivent être mieux pris en charge et financés pour une part par les États et pour une autre sur le budget européen. Une telle politique est indispensable pour que l'arrivée de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants, soit réussie. C'est en mettant en service, ou en complétant, ces dispositions que l'Europe sera à la hauteur de l'histoire et d'elle-même.

3 / Face au défi de la croissance, un pacte d'investissement

Préconisation

LANCER UN PROGRAMME CONTINENTAL D'INVESTISSEMENTS



Le tout-marché et le tout-austérité n'ont jamais fait un projet pour l'Europe. Huit ans de crise ont montré qu'ils n'avaient pas non plus d'effet positif sur la croissance et l'emploi de qualité, a fortiori dans les territoires les plus désindustrialisés et pour les Européens les plus vulnérables. Le référendum britannique en est la dernière illustration. Parce que nous voulons que l'Europe incarne à nouveau l'espoir, nous proposons qu'un programme d'investissements massifs, à l'échelle continentale, équilibre les effets des redressements, nécessairement divers, des finances publiques et des stratégies de sortie de crise, forcément variables selon les États. C'est le sens de ce pacte d'investissement que nous proposons et qui renoue avec l'Europe des projets. Il est d'intérêt général européen : pour la croissance, pour l'emploi, pour l'activité des entreprises, pour les territoires, pour l'avenir.

NOUS PROPOSONS UN PACTE D'INVESTISSEMENT ÉCOLOGIQUE :

il doit se concentrer en priorité sur la transition écologique. Si nous voulons tenir nos engagements communs pris lors de la COP21 de diminuer de 40 % nos émissions de gaz à effet de serre et d'accroître de 27 % l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables d'ici à 2030, nous devons ensemble, européens, nous en donner les moyens. Le plan dit «Juncker» de soutien à l'investissement de la Commission européenne – que les socialistes et les sociaux-démocrates européens ont porté face à la droite européenne qui n'en voulait pas – est un premier pas. 315 milliards d'euros d'investissements sont visés en Europe. En juin 2016, 249 projets français ont été approuvés, qui bénéficieront de 12,8 milliards d'euros de financement garanti de la Banque européenne d'investissement (BEI), pour un total de 100 milliards d'euros d'investissement. Pour les socialistes, ce plan doit être prolongé, amplifié et ne peut être soumis au critère de rentabilité dicté par les acteurs du marché.

NOUS SOUHAITONS QUE CES INVESTISSEMENTS SOIENT ORIENTÉS EN PRIORITÉ VERS LES INFRASTRUCTURES CONTINENTALES QUI FONT AUJOURD'HUI DÉFAUT,

notamment dans les territoires où les marchés et investisseurs privés ne vont pas. Nous préconisons qu'ils financent les énergies nouvelles et les économies d'énergie, enjeux stratégiques, économiques et écologiques considérables. Cette approche donnerait corps de surcroît à la communauté européenne des énergies que nous appelons de nos vœux. De même, nous plaçons pour que cet effort d'investissement contribue à conforter l'économie circulaire et la transformation agro-écologique du modèle agricole européen, indispensable pour l'avenir.

NOUS PROPOSONS UN PACTE D'INVESTISSEMENT Tourné VERS L'INNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE.

Il est indissociable d'une stratégie industrielle commune qui fera émerger des champions européens, à l'image d'Airbus, comme nous l'avons écrit dans le premier *Cahier de la présidentielle*. Cela suppose d'augmenter substantiellement les financements consacrés aux projets de recherche, notamment dans les universités du continent et de simplifier les procédures. Enfin, des instruments adaptés au financement des PME innovantes et aux start-ups doivent être mis en place.

NOUS PROPOSONS UN PACTE D'INVESTISSEMENT DANS LA JEUNESSE.

Pour répondre à la détresse des jeunes, qui sont nombreux à connaître le chômage, à commencer par les moins qualifiés, l'accès à la formation, l'accompagnement personnalisé et l'aide à la mobilité sont nos priorités: nous l'avons écrit dans les précédents Cahiers. La Garantie pour la jeunesse fut une importante innovation, portée par la France et l'Allemagne. Parce qu'il s'agit d'un enjeu continental, son financement doit être assumé par l'Union et porté à 21 milliards d'euros, comme le recommande l'Organisation internationale du travail (OIT). Il est temps, de même, qu'émergent de nouvelles universités de dimension européenne, lieux d'innovation du futur mais aussi du rayonnement pour l'Europe. La mobilité des jeunes doit aussi être massivement encouragée, comme nous l'avons écrit dans le deuxième *Cahier de la présidentielle*.

NOUS AVONS DE L'AMBITION POUR CE PACTE.

Pour qu'il ne soit pas remis en cause à chaque échéance électorale nationale, il est nécessaire qu'il repose sur des ressources propres et une capacité d'emprunt. Les financements privés, et notamment l'épargne dormante, doivent être réorientés vers le financement de l'économie réelle et d'abord vers la transition écologique.

4 / Pour une mondialisation maîtrisée, une nouvelle régulation fiscale et commerciale

Préconisation

À L'INTÉRIEUR DE L'EUROPE, POURUIVRE L'HARMONISATION LÀ OÙ IL FAUT



Les socialistes veulent l'Europe, parce qu'ils veulent faire en sorte que chacun puisse mener une vie de qualité. Et ils croient en l'Europe, parce que ce qui fait sa singularité vis-à-vis du reste du monde, c'est l'État social. Il n'est pas identique, pays par pays, mais c'est un trait commun à tous ses membres. Pour que cette protection demeure, il faut une économie de qualité qui en assure le financement. Dans l'économie de marché, ils disent oui à la concurrence dès lors qu'elle est stimulation et émulation. Mais ils disent non à la concurrence sociale et fiscale, parce qu'elle affaiblit et désunit. L'Europe que nous voulons doit être régulée : offrir des conditions équitables et garantir des droits partagés.

C'est pourquoi nous plaidons, au plan intérieur, pour une harmonisation sociale et fiscale, là où c'est nécessaire, avec un code de convergence, comme l'a proposé le Parlement européen. Cette harmonisation donnera d'autant plus d'efficacité économique et sociale au pacte d'investissement que nous proposons. Et c'est pourquoi nous défendons, au plan extérieur, dans les relations commerciales, les normes sociales et environnementales nécessaires à une économie de qualité.

AU PLAN SOCIAL, POUR LUTTER CONTRE LE DUMPING ET AMÉLIORER LA VIE DE TOUS LES TRAVAILLEURS EUROPÉENS, NOUS PRÉCONISONS LA MISE EN PLACE D'UN SALAIRE MINIMUM EUROPÉEN,

au dessus du seuil de pauvreté et de 60 %, au minimum, du salaire médian de chaque pays. Chaque année, les partenaires sociaux seraient invités à proposer une évolution de ces salaires minimum. Notre ambition est de les tirer vers le haut. La révision annoncée sur la directive des travailleurs détachés, qui reposera sur le principe du salaire égal pour un travail égal, comme s'y est engagée la Commission européenne, poursuit le même objectif.

PLUS LARGEMENT, NOUS PLAIDONS POUR UN SOCLE COMMUN DE DROITS SOCIAUX,

avec une protection sociale adaptée aux défis d'aujourd'hui, à commencer par celui de la mutation numérique. Réfléchir aux conditions et aux modalités d'un égal niveau de protection de tous les actifs, avec des droits portables et rattachés à la personne est notre ambition pour la France, mais aussi pour l'Europe.

**AU PLAN FISCAL, NOUS PRÉCONISONS DE FAIRE
CONVERGER LES BASES DES TAUX MINIMUMS DE L'IMPÔT
SUR LES SOCIÉTÉS.**

Ce chantier doit être mené à son terme. Pour que les groupes transnationaux ne jouent plus sur les différences de fiscalité entre les États membres de l'Union, nous proposons en outre qu'une partie soit prélevée à l'échelle européenne et vienne abonder directement le budget européen. Cette mesure viendra s'ajouter au principe du paiement de l'impôt sur le lieu où la richesse a été créée, rendu possible par l'obligation faite à ces groupes de déclarer leurs activités pays par pays.

**NOUS SOUHAITONS VOIR ABOUTIR LE PROJET DE TAXE
SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES,**

qui fait aujourd'hui l'objet d'une coopération renforcée. Il poursuit le même objectif. Il permettra aussi de lutter contre la financiarisation de l'économie.

Préconisation

**DANS LES ÉCHANGES COMMERCIAUX,
MENER LA BATAILLE DES NORMES DE PRÉCAUTION**

**AU PLAN EXTÉRIEUR, NOUS VOULONS DES RELATIONS COMMERCIALES
JUSTES, ÉQUILBRÉES, DE PRODUITS ET DES SERVICES DE QUALITÉ.**

C'est pourquoi l'Union européenne doit résolument s'engager dans la bataille des normes de précaution, nouveau combat pour réguler la mondialisation, depuis que les barrières douanières ont été négociées. Nos standards, sanitaires, sociaux, environnementaux, sont élevés, et nous devons les imposer. C'est un objectif stratégique. L'enjeu est européen – préserver et promouvoir nos productions et nos savoir-faire – et international – permettre un développement humain fondé sur la qualité et la réciprocité. Dans les négociations sur le TAFTA, c'est une ligne rouge. Si elle est franchie, comme nous l'avons dit précédemment, nous préconisons au gouvernement de dire non.

**ENFIN, NOUS SOUHAITONS QUE LES INSTRUMENTS DE CONTRÔLE
DE LA COMMISSION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE CONCURRENCE
SOIENT RÉÉQUILBRÉS,**

comme nous l'avons écrit dans le premier *Cahier*: ils doivent mieux nous permettre de nous prémunir des offensives des groupes extra-européens. La crise de l'acier a montré l'urgence de sortir du dogme: la Chine déverse sur le marché une production subventionnée qui détruit nos capacités productives. L'Europe doit se donner les moyens d'y répondre.

5 / Pour nos valeurs, un état de droit garanti, une démocratie européenne renforcée

Préconisation

METTRE EN PLACE UN PACTE POUR LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT DE DROIT ET LES DROITS FONDAMENTAUX



Pour les socialistes, l'Europe est une valeur, car elle incarne des valeurs : la paix, la démocratie et l'état de droit. Elles sont le fruit de notre histoire. Elles sont inscrites dans la Charte des droits fondamentaux. Être un État membre de l'Union, c'est gouverner conformément à ces valeurs. Faire vivre l'Europe, c'est les faire respecter. Approfondir l'Europe, c'est la rendre toujours plus démocratique. C'est à l'aune de ces principes que nous voulons une Europe réorganisée.

Face aux forces nationalistes et xénophobes, actives sur le continent, au pouvoir en Hongrie et en Pologne, nous devons rappeler que les droits fondamentaux de l'Union européenne ne sont pas négociables et les faire respecter. Au delà du nécessaire rappel des principes, l'UE doit se donner les moyens effectifs de les faire respecter.

C'EST POURQUOI NOUS SOUTENONS LA PROPOSITION D'UN PACTE EUROPÉEN POUR LES DROITS FONDAMENTAUX,

sur laquelle travaille le Parlement européen. Il donnera à l'Europe le mécanisme de contrôle systématique et complet qui lui manque pour garantir l'effectivité de ces droits à l'échelle de l'Union et compléter les instruments déjà existants : cadre de l'Union pour l'État de droit, procédure de l'article 7 du traité de l'UE, procédures d'infraction devant la Cour de justice de l'UE.

Préconisation

FAIRE PROGRESSER LES DROITS SOCIAUX DES EUROPÉENS



Pour les socialistes, faire progresser les droits est un objectif à part entière du projet européen.

C'EST D'ABORD L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES QUE NOUS PORTONS :

nous souhaitons que soient appliqués les programmes pour l'égalité salariale, le respect de la parité dans les instances politiques et au sein des conseils d'administration des grandes entreprises et un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle. C'est à ce titre que nous prôtons, au niveau européen, l'allongement du congé maternité, et regrettons que le projet de nouvelle directive soit resté lettre morte. Nous continuerons aussi à travailler, avec nos partenaires sociaux démocrates européens, pour porter le droit des femmes à disposer librement de leur corps et faire progresser le droit à l'avortement et à la contraception.

C'EST ENSUITE LA LUTTE CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS QUE NOUS SOUTENONS.

Qu'elles soient fondées sur les origines, la religion, les convictions philosophiques et politiques, l'orientation sexuelle, elles doivent être combattues à l'échelle européenne. Faire aboutir la directive anti-discrimination est toujours pour nous un objectif essentiel.

CE SONT ENFIN LES DROITS SOCIAUX ET SYNDICAUX DES EUROPÉENS :

avec l'harmonisation sociale, l'accès aux soins, l'assurance sociale universelle restent des enjeux majeurs. Faire en sorte que ces droits progressent, c'est aussi reconnaître une plus grande place aux partenaires sociaux au niveau européen. Nous demandons ainsi que la Commission européenne sollicite la Confédération européenne des syndicats pour l'élaboration de tout texte concernant les droits des salariés et la réglementation du travail, et que le rôle du Conseil économique et social européen soit renforcé.



BÂTIR UNE EUROPE DIFFÉRENCIÉE ET RENFORCER LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES POLITIQUES EUROPÉENNES

Préconisation

L'Europe repose sur une double légitimité : celle que lui donnent les États, dont les gouvernements siègent au Conseil européen, et celle que lui accordent les citoyens, représentés par le Parlement européen. L'une et l'autre doivent être renforcées afin de répondre à l'aspiration des peuples à davantage de démocratie et d'efficacité.

Dans l'Europe que nous proposons de relancer et d'organiser, tous les États membres ne souhaiteront pas aller de l'avant, ni forcément aller au même rythme. Il importe de leur en laisser le choix, mais il importe tout autant qu'ils n'empêchent pas les États euro-volontaires d'avancer. Nous voulons une Europe des cercles pour des contenus.

LA ZONE EURO DOIT ÊTRE LE PREMIER. NOUS PROPOSONS QU'ELLE SOIT DOTÉE D'UN VÉRITABLE GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE

qui impulse une politique commune, gère un budget propre à la hauteur de l'importance de la zone, et assure un contrepoids politique et démocratique à l'action de la Banque centrale européenne. **Ses actions doivent être contrôlées démocratiquement par un parlement de la zone euro** dans lequel les parlementaires nationaux et européens ont un rôle à jouer.

L'UNION À 27 DOIT CONTINUER DE PORTER DES PROJETS.

C'est à nos yeux la bonne échelle pour le pacte d'investissements. Pour un plus grand contrôle démocratique, nous proposons d'accroître les pouvoirs du Parlement européen, en lui donnant la possibilité de proposer des lois et de promouvoir davantage l'initiative citoyenne européenne. Enfin, pour que progresse le sentiment de partager un destin commun dans les États membres, nous soutenons le projet de **mettre en place un enseignement civique européen**.

D'AUTRES COOPÉRATIONS, ENFIN, DOIVENT ÊTRE ENCOURAGÉES,

dans des domaines spécifiques, pour être une force d'entraînement et d'impulsion pour le reste de l'Europe.

Pour relever les défis du monde et du futur,
trois visions qui déterminent trois projets
se proposent aux Français.

LA FRANCE MAGINOT DU FRONT NATIONAL :

derrière le souverainisme de l'extrême-droite, le nationalisme avance masqué. A ses yeux, seule une sortie de l'Europe, coupable de tous les maux et de tous les périls, pourrait protéger une France assiégée. Pourtant, le repli derrière les frontières ne permettrait de relever aucun défi du futur : ni le défi stratégique, une affaire de valeur, ni le défi migratoire, un enjeu collectif, ni le défi climatique, enjeu global, ni le défi économique, enjeu continental. Il affaiblirait la France et dresserait les peuples les uns contre les autres. Avant de sortir de l'Histoire, le Front national nous propose d'en revivre le pire.

LA FRANCE ORDO-LIBÉRALE DE LA DROITE :

pour elle, si les capitaux sont libres de circuler, il est bon que les personnes ne le soient pas. Ce que proposent les libéraux conservateurs, c'est de s'aligner vers le bas en démantelant les protections sociales pour relever le défi économique, de s'aligner sur les positions d'autres quelles que soient leurs valeurs pour vaincre le terrorisme, de s'enfermer en Europe pour relever le défi migratoire. Ce que propose la droite n'est ni plus ni moins qu'une perte de souveraineté, puisque c'est une perte de ce que nous sommes et de ce en quoi nous croyons : l'État social, le respect de l'altérité.

LA FRANCE PIVOT DES PROGRESSISTES ET DES SOCIAUX-DÉMOCRATES :

pour la gauche, la souveraineté n'est pas le souverainisme, c'est la capacité à défendre ses valeurs de solidarité, de protection et de régulation et, pour le faire, de nouer les bonnes alliances. Cette voie singulière dans le monde, nous ne l'imaginons pas sans l'Europe que nous voulons réorienter, et nous ne la concevons pas sans la transition écologique, ce New Deal continental qu'il nous faut à présent porter. C'est ainsi que nous relèverons l'ensemble des défis, au présent et au futur, pour humaniser la mondialisation et humaniser l'avenir de la planète assuré.



Les Publications des cahiers

AVRIL



*«Entreprendre,
travailler, s'accomplir»*

MAI



*«Apprendre
pour s'émanciper»*

JUIN



*«Donner une force à l'Europe,
donner un sens au monde»*

JUILLET



*«Prendre soin des autres et de soi :
vouloir l'État social-écologique»*

SEPTEMBRE



*«Renforcer et protéger
la démocratie»*

OCTOBRE



*«Être Français
au 21^e siècle»*

NOVEMBRE



*«Les enjeux
de la présidentielle»*

les
cahiers
de la
présidentielle

« L'Europe apparaît souvent comme le bouc-émissaire des difficultés nationales. La complexité des institutions et la multiplication des acteurs nuisent à la lisibilité de l'Union. (...) Alors que la gauche n'a jamais été majoritaire au Parlement européen, la France doit être moteur pour obtenir un renforcement du budget européen et du rôle du Parlement. Travailler à une harmonisation fiscale et sociale mieux-disante, à un renforcement de la zone euro, à l'élaboration d'un Smic européen limitera le dumping social et fiscal et donc une concurrence interne délétère qui désespère les populations. Dans un contexte marqué par l'émergence de nouveaux enjeux comme les crises ukrainienne et syrienne ou encore les attentats récemment perpétrés, la politique de sécurité doit être relancée, notamment là où un consensus peut être trouvé. Enfin, des initiatives plus simples peuvent relancer le projet européen. Le programme Erasmus est l'outil de promotion qui a le plus fortement contribué au sentiment d'appartenance européen. Il faut faire évoluer ce dispositif qui doit concerner plus d'étudiants et bénéficier aux jeunes qui font le choix d'études plus courtes. »

Fédération de Vendée du Parti socialiste

« La France doit travailler auprès des instances européennes à une politique économique moins mortifère pour l'emploi, plus protectrice des intérêts économiques des États membres, et globalement plus volontariste vis-à-vis des États-Unis, de la Chine ou des pays émergents. Elle doit également favoriser l'émergence de projets communs de type industriel, comme Airbus ou Ariane, scientifiques ou culturels, comme le projet Erasmus, pour incarner cette Europe de manière positive auprès des citoyens et favoriser les échanges entre citoyens de l'Union. »

Section PS de Saint Vallier sur Rhône

« L'Europe, à l'international, incarne la paix, la démocratie et le respect des droits humains. L'Europe doit conserver et à être à la hauteur de ces valeurs, ses valeurs, nos valeurs. L'Union européenne ne doit pas fuir l'afflux de migrants, mais au contraire être à l'initiative d'un accueil des réfugiés politiques dans les meilleures conditions possibles. (...) Parce qu'il est nécessaire de réformer en profondeur le système de Dublin, nous soutenons la proposition de la Commission de transformer le Bureau européen d'appui pour l'asile en une entité supranationale en charge de la gestion des demandeurs d'asile. (...) Enfin, la crise des réfugiés n'est pas seulement européenne, elle est mondiale. L'Europe, par sa proximité géographique, doit être une porte d'entrée légale vers la liberté, mais, même si elle ne doit pas se désresponsabiliser, elle doit également promouvoir une répartition plus globale des réfugiés. »

De Baere Fanny

« Le dumping social et fiscal rendu possible par l'absence de règles internationales est une cause structurelle des injustices et de la pauvreté. »

Tournaud

« Le tournant technocratique de notre Europe, largement instigué par ces partis de droite ultra libérale, ne fait que salir la volonté des pères fondateurs et pervertissent son but premier. (...) L'Europe libérale actuelle basé sur un modèle nord américain a commis une erreur peut-être irrattrapable, celle d'avoir sacrifier l'histoire et les particularités de ses peuples sur l'autel du capitalisme sans retenue. (...) Il est impératif, à mon sens, de revenir sur la ligne fondatrice, celle de l'humain, celle du respect mutuelle et de l'échange. Une fédéralisation peut être une évolution possible, mais elle ne réussira que si l'ensemble le souhaite sinon il sera ensuite trop tard pour nous, les européens et nos générations à venir. »

Nicolas Renaux

Contributions sur la plateforme dédiée

« La question n'est plus de savoir si l'échiquier politique pour la période 2020-2030 sera européen ou non... mais de quelle manière il le sera. Les partis politiques comprendront-ils l'importance de parler d'une seule voix dans ce marasme européen, ou bien ce vide sera-t-il comblé par d'autres mouvements ? L'internationalisme étant depuis toujours un trait de la Gauche européenne, c'est cette dernière qui a le plus à perdre mais aussi le plus à gagner dans la réflexion autour du gouvernement des interdépendances. »

EuroCité

« [Nous pouvons] présenter une critique percutante de la baisse des effectifs dans la fonction publique qui figure dans les programmes de tous les candidats de droite. En effet, il faut se souvenir que celle qui a été réalisée sous Chirac et Sarkozy a été largement due à une diminution drastique des emplois militaires, qui semble ne plus être envisageable. Cette idée de baisser brutalement les effectifs de la fonction publique est donc profondément contradictoire avec les priorités sécuritaires et de puissance que revendique la droite, alors qu'elle est indispensable à la réalisation de son objectif de baisser les impôts et les dépenses publiques. »

anonyme

« L'Europe est née de l'aspiration à une paix durable, de la volonté de garantir les libertés, elle a permis à des millions d'européens de sortir de la misère. (...) La raison d'être de l'Europe c'est d'assurer la paix, la liberté, la solidarité et la prospérité. Elle doit être démocratique et solidaire. »

Francis Gimbert

« Si l'Europe veut (re)devenir forte et tenir sa place dans le Monde, elle doit aussi se préserver : - renforcer le contrôle de ses frontières (...), instaurer une taxe pour que les produits non fabriqués en Europe soient vendus au même prix que ceux fabriqués par nos entreprises. »

Ademor

« Créer le noyau de l'Europe nouvelle. (...) Associer l'Europe du futur avec la méditerranée. (...) Créer à terme un ensemble Européo-méditerranéen politique et économique de taille mondiale. »

Fouquet

« La priorité, pour garantir une Europe viable, est l'harmonisation fiscale et sociale. Cet approfondissement est nécessaire car, à défaut, l'Europe n'est qu'une source de concurrence entre les travailleurs, et un terreau d'opportunisme pour des employeurs peu scrupuleux. (...) La politique européenne doit donc vivre à travers des projets portés par des valeurs. »

Federici Dupont

« Que faire pour donner une force à l'Europe ? (...) [Je propose] un rôle accru du PSE, peut-être en mettant sur pied un programme, résolument social, économique, démocrate et progressiste, commun à toute l'UE, en laissant une marge de liberté à chaque État. C'est une tâche immense, mais qui donnerait un sens à l'Europe, la renforcerait, l'unirait, et serait utile au monde. »

Wrobel

« L'UE est aujourd'hui clivée entre pays pro européens et pays anti européens et ce clivage se retrouve à l'intérieur même de chaque pays, rendant impossibles, inaudibles et décevantes toutes les avancées en faveur d'une plus grande intégration. (...) Tout européen de cœur, même restant persuadé de la justesse de cette intégration, ne peut pas ne pas tenir compte du rejet de l'UE par près de la moitié des Européens. »

Fournier

Contributions sur la plateforme dédiée

« Lorsque l'on interroge les peuples d'Europe sur les programmes de l'Union européenne le plus populaire : une grande majorité cite sans équivoque le programme Erasmus qui a permis à des millions de jeunes d'étudier un ou deux semestres au sein d'une université européenne. (...) Cette génération « Auberge Espagnole », ouverte sur le monde et socialement émancipée est probablement le plus grand succès culturel de l'Union européenne. »

Christopher Weissberg

« Une Europe avec un marché commun et une monnaie unique a atteint ses limites et ne peut désormais avancer que par un dépassement politique. »

Roland

« Dans une Europe libérale on ne peut améliorer qu'à la marge. Pour le reste nous sommes soumis aux diktats de la finance internationale et à la concurrence du moins disant social et environnemental. Toute proposition visant au progrès pour tous, (...) dépend de décisions européennes. Toute proposition programmatique ambitieuse est donc vaine si elle ne peut être appliquée par une coalition majoritaire au niveau européen. »

Éric Kamblock

« Parce que le PS a une vocation de paix dans le monde, il doit proposer à la France d'initier des négociations internationales pour un désarmement nucléaire (*arme inutile, coûteuse et dangereuse*) multinational complet. La France doit jouer un rôle moteur et exemplaire dans ces négociations et ne plus être un frein au désarmement nucléaire. »

Jean-Michel Audoire

« L'Union traverse actuellement de grandes difficultés humaines, politiques et économiques dont nous rendent quotidiennement compte les médias. Pourtant, il reste évident que ce qui unit les pays européens est plus fort que ce qui les différencie : nous partageons les droits humains, les valeurs démocratiques, l'aspiration à l'émancipation des peuples. L'Europe, c'est donc aussi un rêve d'égalité. Et aujourd'hui, l'Europe sociale est plus qu'une exigence, c'est une urgence.

Nous pensons que l'Union européenne a vocation à redistribuer les richesses. Nous appelons donc d'une part à approfondir les mécanismes existants qui y contribuent et d'autre part à promouvoir une Europe qui aide concrètement ses citoyens. »

Section PS de Conflans Sainte Honorine

« Dans le domaine du contrôle de la finance, nos politiques nationales et plus encore européennes ont été totalement insuffisantes devant les pressions des néolibéraux et du marché capitaliste mondialisé. »

Annez Duchet

« Une politique sociale de gauche se doit d'intégrer beaucoup plus de migrants et de faire comprendre que leur présence est nécessaire, les flux migratoires n'étant pas synonymes d'appauvrissement. Chaque nation doit revoir son action en Europe, la France en tête avec l'Allemagne pour proposer plus de places et pour convaincre les États récalcitrants d'augmenter les quotas. »

Bénédicte Canat

« Il faut changer notre regard sur nos rapports avec l'Europe et cesser de nous demander ce que l'Europe peut faire pour nous et nous demander ce que nous pouvons faire pour elle. (...) L'Europe ne pourra être que celle des consensus recherchés avec patience et des compromis que leur équilibre rendra acceptable par tous. »

William Such

Contributions sur la plateforme dédiée

« Face à la crise économique et sociale et aux replis nationalistes et populistes, l'Union européenne a besoin plus que jamais d'un nouveau projet qui redonne espoir aux nombreux citoyens désabusés par une Europe qui se montre trop souvent impuissante et incapable de répondre à leurs attentes concrètes. La France et les socialistes ont un rôle majeur à jouer pour faire renaître l'envie d'Europe. (...) Les socialistes doivent clairement assumer leur ambition d'une Union Européenne plus intégrée, car c'est la seule voie pour répondre aux crises que nous traversons et réaliser nos aspirations. Pour cela, il nous faut maintenant permettre aux États qui le souhaitent, d'aller plus loin dans l'intégration. (...) L'Union européenne est aujourd'hui menacée par une poussée sans précédent des mouvements populistes et nationalistes. Il nous faut y répondre en redonnant de nouvelles perspectives aux citoyens européens. L'Union européenne doit également se montrer ferme face aux dérives de certains gouvernements qui remettent en cause les droits et les libertés fondamentales. Ces derniers doivent pouvoir être sanctionnés. »

Commission Europe de la Fédération de Paris

« Construire une véritable Europe sociale, tout faire pour éviter le repli sur un nationalisme exacerbé qui ne peut que conduire à la catastrophe. »

Huguette Boussiquet

« Pour gagner la bataille économique en Europe comme dans le monde, et bien il faut avant tout gagner les batailles de l'idéologie, de la culture, de la communication et de l'échange. »

Milad Nathanaël Ezabadi



les
cahiers
de la
présidentielle

cahiersdelapresidentielle.parti-socialiste.fr



« DONNER UNE FORCE À L'EUROPE,
DONNER UN SENS AU MONDE »

JUIN 2016

